



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2005



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU NIGER AU TITRE DE L'ANNEE 2005



Décembre 2006

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT - PROPOS	3
INTRODUCTION	5
I - BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS	9
1 - Evolution de la balance commerciale	10
1.1 - <i>Exportations de biens</i>	11
1.2 - <i>Exportations par principaux produits</i>	12
1.3 - <i>Importations</i>	17
2 - Balance des services	20
2.1 - <i>Transports</i>	20
2.2 - <i>Voyages</i>	20
2.3 - <i>Autres services</i>	21
3 - Revenus nets	21
4 - Transferts courants	22
II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	22
1 - Compte de capital	23
2 - Balance des opérations financières	24
III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES	25
1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale	25
2 - Avoirs et engagements extérieurs des banques et autres institutions monétaires	26
IV - POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2005	27
V - TABLEAU DE CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	28
VI - ANNEXES : BALANCE DES PAIEMENTS	29

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil d'aide indispensable à la décision pour les Autorités. A l'instar de ceux des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les comptes extérieurs du Niger sont établis chaque année par la Banque Centrale et validés par le Comité de la Balance des Paiements. Des estimations de ces comptes sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles, pour les besoins internes de la BCEAO et des missions du FMI. Ces comptes estimés sont considérés comme provisoires et leur diffusion est limitée. C'est après validation que les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés.

Le Comité national de la balance des paiements est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement n°R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Le Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur chargé des Finances Extérieures, du Directeur chargé des Affaires Monétaires et Bancaires, du Représentant du Ministre chargé des Mines, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes, du Directeur chargé du Commerce Extérieur, du Trésorier Payeur Général, du Directeur chargé de la Dette extérieure, du Directeur chargé des Douanes, du Directeur chargé de la Statistique et du Directeur National de la BCEAO. Le Comité peut convier, à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leur compétence et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 de préciser que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI, parue en 1993. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 10. Les principales sources de données utilisées à cet effet sont :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...);
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;

- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricole et bétail (SIM-Agricole et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par le Ministère des Mines et de l'Energie ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil National des Utilisateurs des Transports (CNUT), du Projet de Promotion des Exportations Agro-pastorales (PPEAP), de la Cellule d'Analyse en Prospective Economique (CAPED), du PNUD, etc.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2005¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des différentes balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

En dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées pour la plupart au manque d'organisation des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le FCFA.

INTRODUCTION

Evolution de l'environnement économique international et régional

L'activité économique internationale est demeurée soutenue en 2005, en dépit des effets négatifs des catastrophes naturelles et de la hausse persistante des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, le taux de croissance économique mondiale s'est établi à 4,9% contre 5,3% en 2004. Cette évolution résulte de la vigueur de l'activité économique enregistrée dans les pays émergents et d'un ralentissement de son rythme dans la plupart des pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, le renchérissement du prix du pétrole, la hausse des taux d'intérêt à court terme et les perturbations inhabituelles provoquées par la saison des ouragans ont contribué à un ralentissement de la croissance, qui s'est située à 3,2% contre 3,9% en 2004. Toutefois, la demande intérieure, soutenue par des allègements fiscaux, est restée vigoureuse, ce qui a contribué à atténuer la baisse du niveau de l'activité économique.

Au Japon, deuxième économie mondiale, les estimations situent à 2,6% la progression du PIB en 2005 contre 2,3% en 2004, impulsée par les investissements et les exportations dans un contexte de regain des échanges en Asie.

Au Royaume Uni, le taux de croissance du PIB s'est situé à 1,9% après 3,3% en 2004, en liaison avec l'essoufflement de l'activité dans le secteur des services.

Dans la zone euro, le taux de progression du PIB est ressorti à 1,8% contre 2,4% en 2004, en liaison avec la contraction de la consommation des ménages, notamment en France et en Allemagne où la croissance n'a été que de respectivement 1,2% et 0,9% contre 2,0% et 1,2% en 2004. De façon générale, le ralentissement a été moins prononcé en Europe, en liaison avec la faible intensité pétrolière des économies européennes et de la souplesse des orientations macroéconomiques adoptées par ces pays.

En revanche, l'activité économique est restée très dynamique dans les pays émergents où elle a progressé de 7,4% en 2005, après 7,7% en 2004. Toutefois, cette performance masque des évolutions contrastées par groupe de pays, en raison de l'impact du choc pétrolier. En effet, la croissance du PIB en Amérique Latine a ralenti en 2005 pour s'établir à 4,1% contre 5,6% en 2004. La vigueur des exportations de produits de base a continué de soutenir l'expansion économique, même si elle a été atténuée par l'affaiblissement des exportations de biens manufacturés, en liaison avec le repli des activités industrielles.

En Asie, les économies ont enregistré une croissance du PIB réel d'environ 9%, contre 8,8% en 2004, stimulée par la demande intérieure et les exportations. En particulier, le rythme de la croissance économique en Chine a atteint 10,2% en 2005, après 10,1% en 2004, les investissements directs étrangers et les exportations étant toujours stimulés par la faiblesse du coût des facteurs et par les effets induits de la sous-évaluation du yuan.

En Inde, la croissance est ressortie à 8,5% pour la troisième année consécutive.

En Afrique, le taux de croissance du PIB s'est situé à 5,4% après avoir atteint 5,5% en 2004. Le niveau relativement bas des prix des matières premières agricoles, notamment le coton, la suppression du contingentement sur le textile, la persistance de troubles socio-politiques et les mauvaises récoltes vivrières dans plusieurs pays, notamment en Afrique occidentale, orientale et australe, ont limité les performances économiques du continent, même si certains pays exportateurs du pétrole ont bénéficié de la remontée des cours du pétrole brut.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), le rythme de croissance du PIB s'est accéléré en 2005 pour ressortir à 4,3% contre 2,6% un an plus tôt, à la faveur d'une

bonne campagne agricole 2005/2006 et d'une relance des exportations de matières premières. Ainsi, à l'exception du Togo et de la Côte d'Ivoire dont les activités économiques ont été perturbées par des troubles socio-politiques, tous les Etats membres de l'Union ont enregistré une accélération de leur taux de croissance réel par rapport à l'année précédente.

La flambée des cours mondiaux du pétrole due à la hausse de la demande mondiale, aux tensions géopolitiques et aux capacités réduites de raffinage des industries pétrolières, a constitué la principale source de préoccupation au niveau de l'environnement international. Ainsi, la plupart des régions du monde ont enregistré des pressions inflationnistes. L'indice des prix à la consommation a progressé de 2,3% dans les économies avancées et de 5,3% dans les autres régions en 2005 contre respectivement 2,0% et 5,6% en 2004.

Au regard de ces évolutions, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont observé une politique monétaire contrastée au cours de l'année 2005. Ainsi, la Réserve Fédérale américaine a relevé d'un quart de point ses taux directeurs à huit reprises en 2005, en raison de la résurgence des tensions inflationnistes (3,4% en 2005 contre 2,6% en 2004). La Banque Centrale Européenne a aussi procédé à un relèvement de ses taux directeurs de 25 points de base en décembre 2005. Par contre, la Banque d'Angleterre, prenant en considération le ralentissement de la croissance économique, a plutôt réduit de 25 points de base son principal taux d'intervention.

Sur les marchés de changes, l'euro s'est apprécié par rapport au dollar, à la livre sterling et au yen. Du fait de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu un comportement identique par rapport aux principales devises et aux monnaies de la sous région ouest africaine.

Evolution de la situation économique du Niger

Outre la flambée du cours international du pétrole, qui a entraîné un alourdissement de la facture pétrolière, l'environnement socio-économique national a été marqué en 2005 par la gestion d'une crise alimentaire aiguë, l'organisation des 5èmes Jeux de la Francophonie, l'intensification de la lutte contre la pauvreté et la poursuite de la mise en œuvre du programme triennal appuyé par les Institutions financières internationales. On notait également une forte augmentation de la production et des exportations minières, dans un contexte de demande mondiale vigoureuse.

Les mauvaises performances agricoles enregistrées en 2004 se sont traduites par un effondrement du niveau des récoltes, notamment de la production céréalière nette qui est ainsi passée de 3.026,1 milliers de tonnes en 2003 à 2.449,9 milliers de tonnes en 2004, et un déficit fourrager très important. L'effectif de la population des zones déficitaires a été estimé à près de 3,7 millions d'habitants sur les 12,2 millions que comptait le pays en 2004. Le bilan céréalier brut, qui traduit le niveau de couverture des besoins céréaliers de la population sur la base de la production de la campagne agricole 2004/2005 et des stocks existants, indiquait un déficit de près de 450 milliers de tonnes. Cela a eu pour conséquence une forte dégradation de la situation alimentaire et une poussée inflationniste dès le début du quatrième trimestre 2004 qui se sont accentuées au cours des huit premiers mois de l'année 2005. Pour juguler la crise, plusieurs actions et mesures ont été initiées par le Gouvernement, dont des opérations de vente à prix modérés et de distribution gratuite de vivres, l'exonération de taxes sur les importations de céréales et le lancement d'un appel à la solidarité nationale et internationale pour soutenir les populations éprouvées. A la suite de cet appel, il a été enregistré une mobilisation massive de la communauté internationale qui, conjuguée aux interventions du Gouvernement et aux bons résultats de la campagne agricole 2005/2006, a permis d'enrayer la pénurie alimentaire. En effet, les résultats définitifs de la campagne agricole 2005/2006 font état d'une production nette de céréales de base de 3.102,9 milliers de tonnes pour des besoins en produits céréaliers de la population estimés 3.081,8 milliers de tonnes. La production des cultures de rente s'est également inscrite en hausse de 47,3% par rapport à la campagne précédente.

Un autre événement important qui a marqué l'année 2005 est sans doute l'organisation par le Niger en décembre des 5èmes Jeux de la Francophonie, dont les travaux préparatoires ont porté sur la construction d'importantes infrastructures routières, sportives et d'accueil. Cette rencontre a également été l'occasion pour l'économie nationale de relancer le tourisme et d'attirer les investissements étrangers, notamment dans le domaine des télécommunications.

S'agissant de la production minière, elle repose essentiellement sur l'extraction de l'uranium et de l'or. La production de l'uranium est assurée par la société AREVA à travers deux filiales (SOMAÏR et COMINAK) tandis que l'exploitation de l'or est effectuée par la Société des Mines du Liptako (SML) et de nombreux artisans orpailleurs. La production de concentré d'uranium a baissé de 5,5%, en passant de 3.273,0 tonnes en 2004 à 3.093,0 tonnes en 2005. En revanche, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 12,0% pour ressortir à 78,5 milliards en 2005, à la suite d'un accroissement de la quantité exportée de 1,8% et d'une appréciation de 10% du prix du kilogramme d'uranium qui s'est établi à 23.100 FCFA en 2005. Concernant la production aurifère, elle a porté sur une quantité globale de 4.962,1 kg d'or et 201,1 kg d'argent contre 1.605,5 kg en 2004², soit un accroissement de 209,1%. Les exportations totales d'or ont porté sur un volume de 4.921,5 kg contre 1.490,4 kg un an plus tôt. La valeur globale des exportations d'or est ressortie à 34,2 milliards en 2005 contre 9,8 milliards en 2004, soit une hausse de 249,0% imputable à la fois au volume exporté et aux prix.

En définitive, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 7,0% en 2005 contre -1,0% en 2004. Cette performance est imputable au bon élan de la branche de l'agriculture (+20,4%) et au dynamisme des autres sous secteurs, notamment ceux des mines, des BTP, des transports, des télécommunications et du commerce. Du côté de la demande, la croissance réelle a été essentiellement tirée par l'investissement (+77,4%), en liaison avec la construction des infrastructures dans le cadre des 5èmes Jeux de la Francophonie et la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Ainsi, les contributions à la croissance du PIB de la consommation finale, de l'investissement, des exportations et des importations s'établissent respectivement à -1,6 point, 8,3 points, 1,0 point et -0,7 point de pourcentage en 2005.

L'évolution des prix intérieurs en 2005 a été influencée par l'ampleur du déficit céréalier de la campagne agricole 2004, l'impact de la révision à la hausse des tarifs de l'eau, la faiblesse de l'offre internationale des céréales, la remontée du cours du dollar et la persistance de la flambée des prix du pétrole qui a rendu le fret plus onéreux. La poussée inflationniste, observée vers la fin de l'année 2004, s'est poursuivie et amplifiée au cours des huit premiers mois de l'année 2005, en liaison notamment avec la hausse des prix des produits alimentaires et des tarifs des transports. Les résultats favorables de la campagne agricole 2005/2006 et les différentes interventions en faveur des populations nécessiteuses initiées pour juguler la crise alimentaire ont permis d'atténuer ses effets négatifs au quatrième trimestre et une détente des prix a même été enregistrée. Toutefois, le niveau des prix est resté relativement élevé. Ainsi, le taux d'inflation est ressorti à 4,2% en glissement annuel et à 7,8% en moyenne annuelle contre respectivement 3,7% et 0,2% en 2004.

Au plan des finances publiques, l'exécution du budget 2005 de l'Etat s'est ressentie des différents événements susmentionnés, notamment la gestion de la crise alimentaire, les préparatifs des 5èmes Jeux de la Francophonie et les mouvements de contestation sociale contre l'extension du champ d'application de la TVA. En définitive, les recettes budgétaires, hors dons, se sont établies à 189,0 milliards, en hausse de 9,3%, tandis que les dépenses totales n'ont augmenté que de 1,6% pour ressortir à 320,0 milliards. Dans le cadre de la couverture de ses besoins en trésorerie, le Trésor national a effectué en 2005 deux émissions de bons par appel public à l'épargne pour un montant global de 30 milliards de FCFA.

² Les statistiques de production et d'exportation d'or, inscrites dans la balance des paiements de l'année 2004, soit respectivement 1639,0 kg et 1568,7 kg en 2004, ont été révisées par la BCEAO.

Le paysage bancaire nigérien s'est enrichi de l'installation en 2005 de deux nouvelles banques, la Banque Régionale de Solidarité (BRS-NIGER) et la Banque Atlantique du Niger, portant ainsi le nombre de banques à dix et contribuant à l'amélioration de la couverture bancaire qui s'est traduite par une augmentation du nombre de guichets de banque de 5 et la desserte de certaines régions du pays jusque là dépourvues d'agences bancaires. A l'instar des autres secteurs de l'économie, les événements cités plus haut ont eu des incidences significatives sur la distribution du crédit et la collecte de l'épargne en 2005. Au total, l'évolution en 2005 de la situation des institutions monétaires a été caractérisée par :

- un raffermissement des avoirs extérieurs nets de 11,1 milliards ;
- une expansion des crédits à l'économie (+20,0%), portée à la fois par les crédits à court terme (12,0 milliards) et par les concours à moyen et long terme (8,2 milliards) ;
- une amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 14,7 milliards ;
- un accroissement de la masse monétaire de 6,6%, localisée à la fois au niveau de la circulation fiduciaire (10,9 milliards) et des dépôts dans les banques (4,8 milliards).

Dans le contexte décrit ci-dessus, la balance des paiements du Niger a enregistré un excédent de 12,4 milliards en 2005 contre un déficit de 10,3 milliards l'année précédente. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements

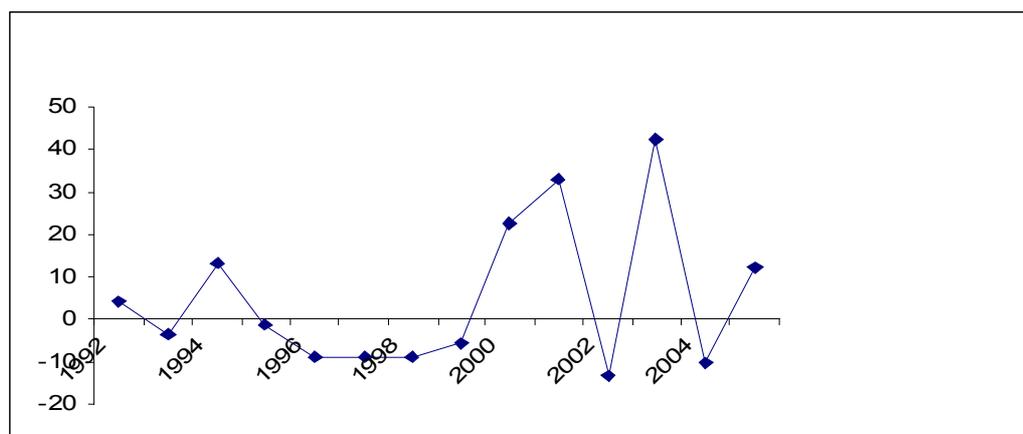
(Montants en millions de FCFA)³

Année	Soldes
2000	22.734
2001	32.731
2002	-13.420
2003	-33.379
2003 ajustée	42.471
2004	-10.305
2005	12.400

Au cours de la première moitié de la décennie, le solde global de la balance des paiements du Niger a alterné entre des excédents et des déficits. En effet, si le début de la décennie fut marqué par des excédents sur deux années successives, en 2000 et 2001, l'année 2002 a renoué avec le déficit. L'excédent apparent observé en 2003, soit 42,5 milliards, est attribuable à un réajustement statistique apporté à la méthode de détermination de la circulation fiduciaire. Pour l'année 2004, le solde est de nouveau ressorti déficitaire de 10,3 milliards avant de redevenir excédentaire de 12,4 milliards en 2005.

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements offre un profil similaire, ainsi qu'il ressort du graphique 1 ci-après. Le déficit global, après s'être sorti du tunnel dans lequel il s'était glissé sur la période 1995-1999 au lendemain de la dévaluation du franc CFA de 50%, alterne les excédents et les déficits au gré des conditions agroclimatiques, comme sur la période 1992-1995.

³ Dans tout le document, le point (.) est utilisé comme séparateur de milliers.

Grahpique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 1992 et 2005

Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2004 et 2005.

I - BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2005 sont présentés en annexes 1 et 2. Il ressort que le solde déficitaire de la balance courante s'est dégradé de 42.352 millions, en passant de -121.960 millions en 2004 à -164.312 millions en 2005, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une aggravation du déficit de la balance commerciale de 73.122 millions, provenant d'une hausse des importations de 94.311 millions ou 30,3% qui a largement compensé celle des exportations de 21.189 millions ou 9,2%. La forte progression des importations est imputable essentiellement à l'augmentation des importations de produits alimentaires et pétroliers et de biens d'équipement, en liaison avec les événements susmentionnés, notamment la gestion de la crise alimentaire, l'organisation des 5èmes Jeux de la Francophonie et la flambée du cours du pétrole. L'accroissement relativement faible des exportations masque cependant une expansion des exportations de produits miniers (+31.888 millions ou +39,4%), atténuée par une baisse des exportations de produits agropastoraux.

La hausse des importations et du prix des carburants, dans un contexte du resserrement des contrôles des chargements de marchandises dans l'espace UEMOA, a induit une détérioration de la balance des services de 11.985 millions, à travers un alourdissement du fret (+29.550 millions). L'amélioration des revenus nets, qui passent de -6.810 millions à -5.012 millions entre 2004 et 2005 et l'accroissement des transferts courants nets de 40.957 millions ou 74,6%, imputable à la fois aux administrations publiques et aux autres secteurs, ont permis d'atténuer la détérioration du solde des transactions courantes.

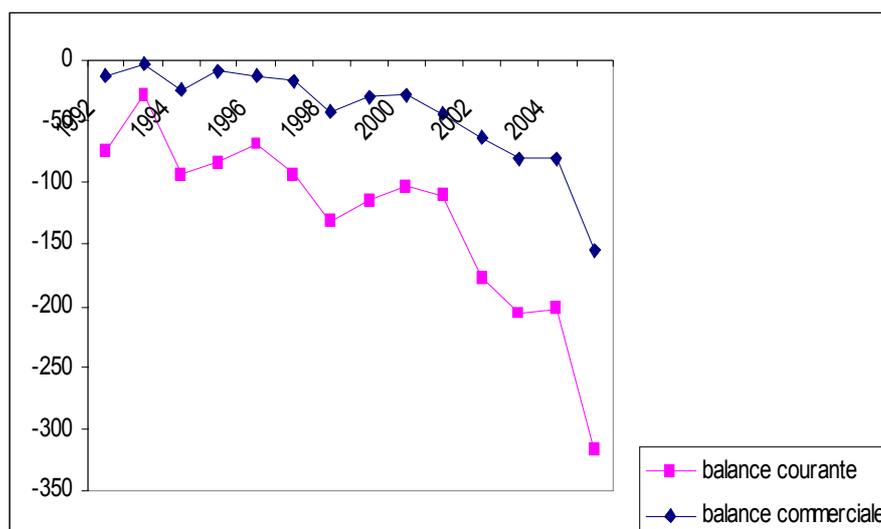
Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est dégradé de 1,4 point de pourcentage pour ressortir à -9,7% en 2005 contre -8,3%, tandis que celui du déficit courant, hors transferts officiels, enregistre une dégradation de 1 point de pourcentage pour s'établir à -11,9% en 2005.

Tableau 2 : Evolution des balances intermédiaires entre 2001 et 2005

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Biens	-43.088	-63.930	-79.422	-80.840	-153.962
<i>dont : marchandises générales</i>	-39.358	-57.508	-72.890	-86.781	-185.514
Services Nets	-66.313	-70.885	-75.098	-89.187	-101.172
Revenus Nets	-10.984	-16.871	-15.186	-6.810	-5.012
Transferts courants Nets	52.689	36.801	42.608	54.877	95.834
Balance des paiements courants (BPC)	-67.696	-114.885	-127.098	-121.960	-164.312
PIB nominal	1.329.445	1.439.531	1.471.712	1.468.393	1.701.950
BPC / PIB (en %)	-5,1	-8,0	-8,6	-8,3	-9,7
BPC, hors dons /PIB (en %)	-8,3	-9,9	-10,9	-10,9	-11,9

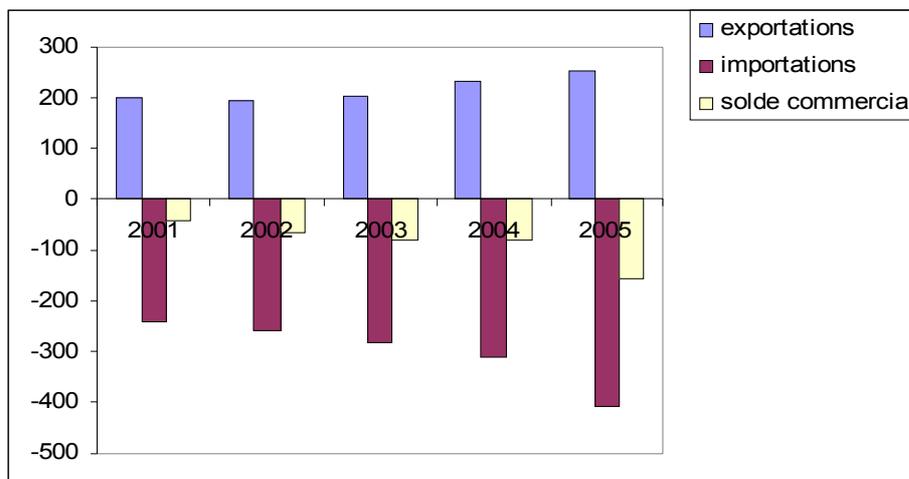
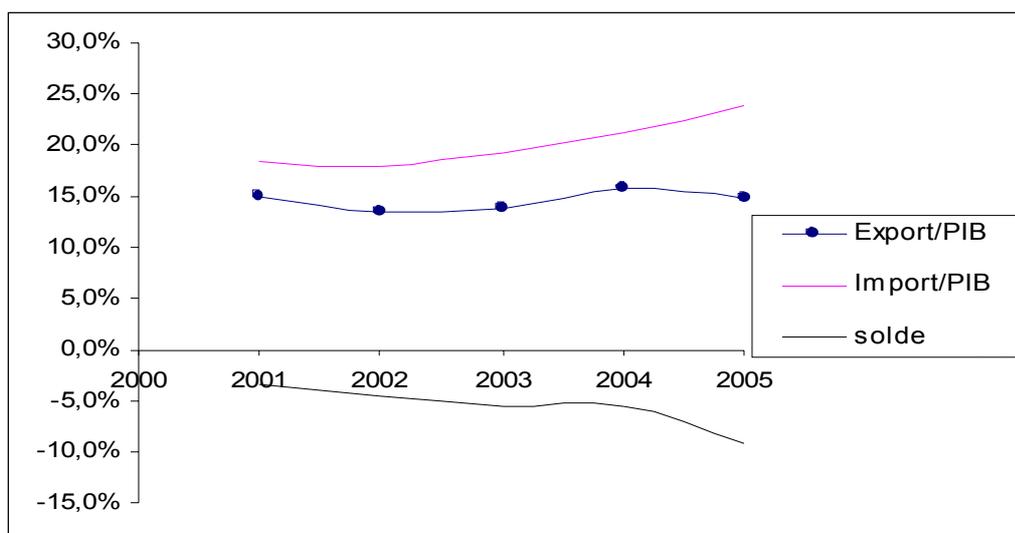
Sur une longue période, le solde de la balance commerciale présente un trend proche de celui de la balance des transactions courantes, comme l'illustre le graphique 2 ci-après, corroborant la faiblesse du secteur réel de l'économie, qui en fait du pays un importateur net.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante

1 - Evolution de la balance commerciale

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial s'est maintenue en 2005. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 43.088 millions en 2001, s'est détérioré progressivement pour atteindre 80.840 millions en 2004 et 153.962 millions en 2005. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, a épousé la même tendance en passant de 3,2% en 2001 à 9,0% en 2005 du fait d'une hausse continue du ratio des importations plus que proportionnelle à celui des exportations.

L'évolution du déficit commercial entre 2004 et 2005 résulte d'un accroissement des importations (+94.311 millions) plus rapide que celui des exportations (+21.189 millions). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 62,1% en 2005, en baisse de 12 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2004. Les graphiques 3.1 et 3.2 ci-après présentent l'évolution récente de la balance commerciale.

Graphique 3.1 : Evolution du solde de la balance commerciale entre 2001 et 2005**Graphique 3.2** : Evolution du ratio de la balance commerciale rapportée au PIB

1.1. Exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 251.900 millions contre 230.711 millions en 2004, soit une hausse de 9,2% provenant de la rubrique « autres biens », principalement l'or non monétaire (+23.488 millions) et l'avitaillement (+2.494 millions). La contre-performance des exportations de marchandises générales (-4.793 millions), notamment de produits agropastoraux en liaison avec les mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005, a atténué le dynamisme des exportations.

Les exportations des autres biens, constituées essentiellement des achats de carburants effectués par les compagnies aériennes étrangères en escale à l'aéroport international de Niamey et des transporteurs routiers ouest-africains au Niger, et des expéditions d'or, sont ressorties à 42.511 millions en 2005 contre 16.529 millions en 2004.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

(Montants en millions de FCFA)

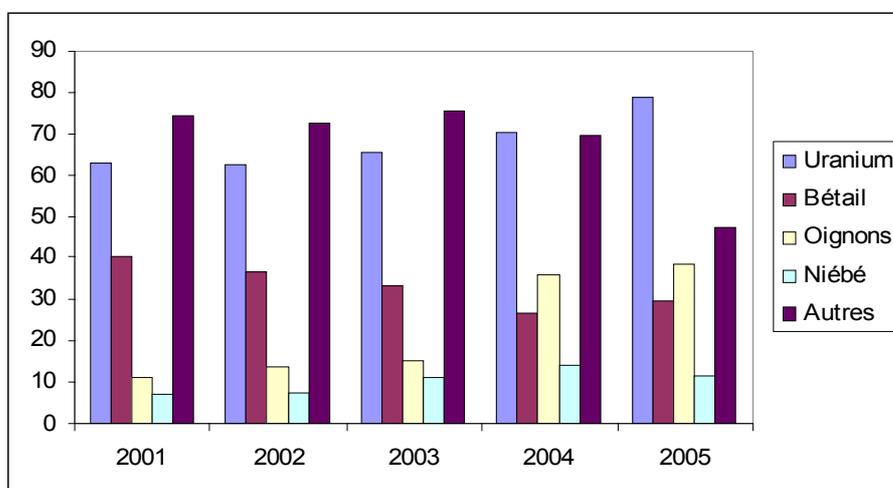
Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Marchandises générales	195.318	193.100	200.824	214.182	209.389
Biens exportés pour transformation	0	0	0	0	0
Réparations de biens	0	0	9	7	7
Avitaillement (*)	4.429	1.669	3.648	5.771	8.265
Or non monétaire	0	0	0	10.751	34.239
TOTAL DES EXPORTATIONS	199.747	194.769	204.481	230.711	251.900
PIB nominal	1.329.445	1.439.531	1.471.712	1.468.393	1.701.950
Ratio des exportations / PIB	15,0%	13,5%	13,9%	15,7%	14,8%

(*) Une correction a été apportée au poste « avitaillement » en 2004, qui enregistre 5,8 milliards au lieu de 3,8 milliards initialement inscrit dans la balance des paiements au titre de l'année 2004.

1.2. Exportations par principaux produits

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2001 est retracée à l'annexe 4 et dans le graphique 4 ci-après.

Graphique 4 : Evolution des exportations par principaux produits



1.2.1. Uranium

Les exportations sont en nette progression depuis 2003, après une relative stabilité observée sur la période 2000-2002. En effet, après une hausse de 5,4% en 2003, le volume exporté s'est accru de 7,1% en 2004, puis, de façon plus modeste, de 1,8% en 2005. Cette évolution traduit l'accroissement de la demande mondiale de ce minerai, justifiée à la fois par l'épuisement des stocks et le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire dans les pays industrialisés, exacerbé par l'expérience de l'envolée des cours du pétrole brut en 2005. Cette

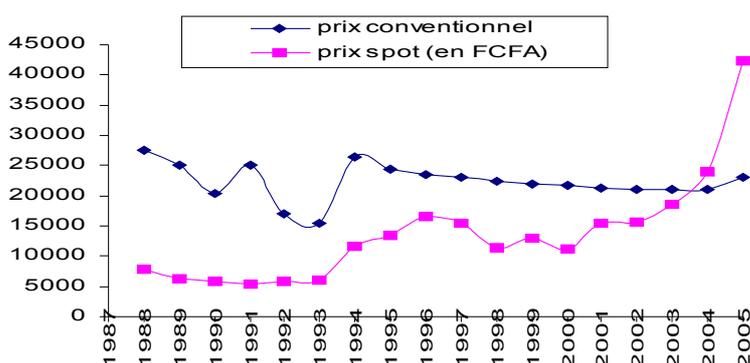
effervescence haussière, directement liée à la relance de l'énergie nucléaire à travers le monde, pourrait perdurer. En effet, la Chine projette de construire une trentaine de centrales nucléaires. Parmi les pays émergents, l'Inde et la Russie sont également entrain d'étendre leur parc atomique. Aux 443 réacteurs nucléaires répertoriés dans le monde (dans 32 pays) en 2004 par la *World Nuclear Association*, vont s'ajouter les 24 en construction en 2006 plus une centaine encore en projet, à des stades plus ou moins avancés. Si les programmes annoncés sont respectés, la demande mondiale d'uranium devrait augmenter à terme de 30%. Or, la production mondiale, d'environ 36.000 tonnes en 2005 ne couvre au mieux que la moitié des besoins et peine à augmenter. Depuis une vingtaine d'années, l'écart entre l'offre et la demande est comblé par l'écoulement des stocks stratégiques des pays nucléaires. Cet effort a diminué, ceux-ci préférant conserver leurs réserves pour un usage domestique. Dans ce contexte de pénurie, où le marché est dominé par le Canada et l'Australie, les gisements existants suscitent bien de convoitises. C'est le cas de AREVA qui exploite des gisements au Niger tout en accentuant ses efforts dans le domaine de la prospection, mais également de trois nouvelles autres sociétés agréées en 2006 par les Autorités, la Chinese National Uranium Company (CNUC) et les compagnies canadiennes North Atlantic et North Western.

Dans cet environnement favorable, le prix international du minerai a amorcé une remontée, après avoir connu son plus bas niveau en 1994 depuis 20 ans, en liaison avec la surproduction des années 80. Après une légère baisse en 2001, le prix spot de l'uranium (en FCFA le kilogramme) a connu une progression moyenne annuelle de 31,4% entre 2002 et 2005.

S'agissant du prix du kilogramme d'uranium nigérien, fixé par convention⁴ entre l'Etat et les partenaires miniers, il s'inscrit dans cette dynamique mondiale. En effet, depuis 2005, il a été retenu le principe d'une augmentation de 10% sur trois ans sur la base du prix arrêté en 2004 qui était de 21.000 FCFA le kilogramme. Sur cette base, le prix conventionnel a été fixé en 2005 à 23.100 FCFA le kilogramme. Sur la longue période, le prix du kilogramme d'uranium est demeuré supérieur au prix pratiqué sur le marché spot, à l'exception des années 2004 et 2005, ainsi qu'il ressort du graphique 5 ci-après.

En liaison avec ces évolutions, la valeur des exportations d'uranium s'est établie à 78.540 millions contre 70.140 millions en 2004, soit une hausse de 8.400 millions ou 12,0%, reflétant l'augmentation simultanée du prix (+10,0%) et de la quantité exportée (+1,8%).

Graphique 5 : Evolution des prix du kilogramme d'uranium (en milliers de FCFA)



⁴ Il n'y a pas de bourse de l'uranium, le prix se négocie par contrat. Environ 15% du marché de l'uranium se négocie à court terme avec des contrats à moins de douze mois et 85% qui se négocie à long terme avec des contrats de 2 à 10 ans, mais en général les contrats sont de 3 à 5 ans.

1.2.2. Or

L'or, traditionnellement comptabilisé dans le poste « autres exportations », a fait ici l'objet d'un paragraphe à part, en raison de son importance dans le total des exportations. Cette catégorie d'exportations est ressortie en hausse de 7,3% en passant de 84.003 millions à 90.113 millions entre 2004 et 2005, en liaison avec l'accroissement des exportations d'or. En 2005, cette activité a été caractérisée par une consolidation de la production et des ventes, aussi bien pour la production industrielle que pour celle issue de l'activité d'orpaillage. Pour la production industrielle, commencée en octobre 2004 par la Société des Mines du Liptako (SML), elle s'est bien installée tout le long de l'année 2005. La production est ainsi passée de 21.521 onces (669,4 kilogrammes) en 2004 à 96.494 onces (3.001,3 kilogrammes) en 2005. Quant aux quantités exportées, elles sont passées de 596 kilogrammes à 2.960,7 kilogrammes entre les deux années. L'activité d'orpaillage a également connu un regain d'activité en 2005. Ainsi, la production d'or issue de l'orpaillage est passée de 921 kilogrammes en 2004 à 1.961 kilogrammes en 2005, pour des exportations s'établissant respectivement à 895,1 kilogrammes et 1.960,8 kilogrammes, soit une hausse de 119,1%.

Outre le dynamisme du secteur, les taux d'accroissement sus-mentionnés s'expliquent par le démarrage tardif de la production industrielle d'or en 2004 et par l'effort de sensibilisation entrepris par les autorités du Ministère des Mines et de l'Energie visant à amener les producteurs de l'or orpaillé à déclarer leurs activités, pour une meilleure connaissance du secteur et des efforts à déployer pour encourager les exportations de ce produit. Quant aux prix, la production industrielle est valorisée à 235.118 FCFA (prix communiqué par la Direction des Etudes de la BCEAO) l'once contre 216.188 FCFA l'once en 2004, soit une hausse de 8,8%. Pour la production artisanale, il s'agit du prix sus-indiqué minoré de 20% pour tenir compte de la différence de teneur entre les deux qualités de minerai. En liaison avec ces évolutions, la valeur totale des exportations d'or est ressortie à 34.239 millions.

1.2.3. Bétail

Les mauvais résultats de la campagne agricole 2004/2005 se sont traduits par une augmentation des sorties de bétail en 2005. Les quantités exportées se sont ainsi inscrites en hausse de 18,4%. En valeur, elles s'établissent à 31.796 millions en 2005 contre 26.802 millions l'année précédente. Cette hausse de la valeur des exportations, moins forte que celle des quantités, traduit la baisse des prix à l'exportation, en liaison avec celle de la demande extérieure (principalement la demande émanant du Nigeria) et de la qualité des présentations sur les marchés.

1.2.4. Oignons

La production d'oignon a fortement baissé en raison de la mauvaise pluviométrie enregistrée en 2004, malgré l'effort de développement des cultures irriguées, à travers le Projet de Promotion de l'Irrigation Phase II (PIP II) dans les zones de grande production. Les quantités exportées en 2005 ont enregistré une baisse de 10,8% pour ressortir à 83.205 tonnes contre 93.261 tonnes en 2004. Quant au prix à l'exportation, il est ressorti à 462 FCFA/kg contre 383 FCFA/kg en 2004. Il a été estimé par majoration du prix moyen annuel communiqué par le Système d'Informations sur les Marchés Agricoles, pour prendre en compte des coûts liés à l'acheminement jusqu'à la frontière du pays et de la marge bénéficiaire des opérateurs⁵. La valeur totale des exportations d'oignons est estimée à 38.441 millions contre 35.720 millions l'année précédente, soit une hausse de 7,6%.

⁵ Le coefficient de majoration a été estimé à partir des données de l'étude sur la compétitivité des produits agropastoraux du Niger, menée par la CAPED (2005). Le même procédé a été appliqué pour l'estimation du prix du bétail, celui des cuirs et peaux et du niébé.

1.2.5. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Son estimation est confrontée à plusieurs difficultés, se traduisant par une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles⁶. Au nombre de celles-ci, il y a une absence de postes douaniers sur certains points de passage ; l'importance du commerce transfrontalier portant sur ce produit ; le phénomène de la fraude et la sous-déclaration en douane, qui visent à éviter l'acquiescement des taxes de sortie. En outre, l'on ne dispose pas de beaucoup d'informations⁷ sur la propension nationale à consommer ce produit. Au vu de ces difficultés, il est appliqué un coefficient de redressement de 8,3% sur la production de niébé de l'année écoulée, afin d'obtenir les exportations de l'année 2005. S'agissant de la production, elle est passée de 342.000 tonnes en 2004 à 484.000 tonnes en 2005, soit une hausse de 41,5%.

Les quantités exportées sont ainsi ressorties à 28.477 tonnes en 2005 contre 40.761 tonnes en 2004. En valeur, les exportations de niébé ont atteint 13.472 millions, en baisse de 4,0% par rapport à l'année 2004.

1.2.6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations, de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales).

L'annexe 5 présente l'évolution des exportations de marchandises par principaux produits, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, et des ajustements opérés. Il en ressort une baisse des exportations ajustées. Nonobstant ce repli, le ratio du service de la dette brut sur les exportations est passé de 16,0% à 10,8% entre 2004 et 2005, sous l'effet de la réduction du service de la dette⁸. Par ailleurs, le repli de ce ratio est confirmé par les statistiques officielles non ajustées, qui indiquent des niveaux de 24,1% en 2004 et 12,4% en 2005.

Tableau 5 : Evolution du Service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
1. Exportations totales ajustées	199.747	194.769	204.481	230.711	209.389
2. Service de la dette brut *	56.203	67.400	54.679	36.909	22.600
Service de la dette/Exportations Ajustées	28,1%	34,6%	26,7%	16,0%	10,80%

*Service de la dette extérieure = principal + intérêts

Le tableau 6 ci-après retrace les exportations de marchandises selon les pays de destination.

⁶ Un groupe de travail, chargé de proposer une méthodologie sur l'estimation du commerce non contrôlé a été créé par arrêté N°00298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003. Les réunions du Groupe devraient reprendre début 2007, après une interruption de deux ans.

⁷ Les résultats de l'enquête QUIBB réalisée par l'INS en début 2006 ont montré que la consommation de niébé dans les ménages ordinaires est inférieure à 50.000 tonnes en 2005 sur une production estimée à 342.000 tonnes. Pourtant, les données du commerce extérieur n'ont recensé qu'une sortie de 7.319 tonnes en 2005.

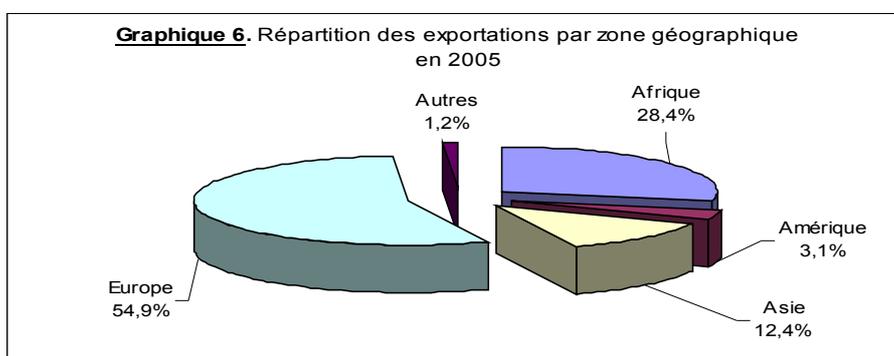
⁸ La réduction du service de la dette de 38,8% entre 2004 et 2005 résulte de l'annulation d'une importante partie du stock de la dette extérieure du Niger par les pays membres du Club de Paris, suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en avril 2004.

Tableau 6 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger

Destination	2004	2005	2004	2005
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	67.310	100.414	50,22%	54,90%
Union Européenne dont :	58.670	66.454	43,78%	36,33%
. France	52.524	56.571	39,19%	30,93%
. Espagne	4.131	5.296	3,08%	2,90%
. Allemagne	1.914	11	1,43%	0,01%
Suisse	7.078	33.960	5,28%	18,57%
AFRIQUE	50.468	51.967	37,66%	28,41%
UEMOA dont :	9.108	14.320	6,80%	7,83%
. Côte d'Ivoire	4.315	4.507	3,22%	2,46%
. Bénin	2.836	3.427	2,12%	1,87%
. Togo	555	4.463	0,41%	2,44%
. Burkina	600	1.093	0,45%	0,60%
. Mali	691	606	0,52%	0,33%
. Sénégal	111	12	0,08%	0,01%
. Guinée Bissau	1	212	0,00%	0,12%
Nigeria	28.708	26.165	21,42%	14,31%
Ghana	7.593	7.136	5,67%	3,90%
Autres	5.059	4.347	3,77%	2,38%
AMERIQUE	173	5.710	0,13%	3,12%
USA	143	5.628	0,11%	3,08%
Canada	26	58	0,02%	0,03%
Autres	1	23	0,00%	0,01%
ASIE dont	16.073	22.685	11,99%	12,40%
Japon	15.845	21.596	11,82%	11,81%
AUTRES PAYS	228	2127	0,17%	1,16%
TOTAL	134.024	182.903	100,00%	100,00%

Source: Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO

L'analyse des données du tableau 6 fait ressortir une augmentation des exportations à destination de l'Europe qui demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 54,9% de ses ventes en 2005. Cette évolution reflète essentiellement le poids de la France, principal client des sociétés minières, COMINAK et SOMAIR. L'amélioration des exportations d'or en direction de la Suisse a accentué la prédominance du continent européen, au détriment des autres régions du monde.



Ainsi, l'Afrique, tout en conservant sa deuxième place de partenaire à l'exportation, a enregistré une baisse de son poids relatif de 9,3 points de pourcentage à 28,4% en 2005. Le

Nigeria, habituellement classé deuxième client après la France, principal débouché pour le bétail et le niébé, a été supplanté par la Suisse qui a une part de 18,6% en 2005 contre 5,3% en 2004, en liaison avec le niveau des exportations d'or atteint en 2005. La part du Nigeria ressort ainsi à 14,3% en 2005 contre 21,4% en 2004. Toutefois, en incluant les transactions non contrôlées, le Nigeria garderait la deuxième place. Concernant les pays membres de l'UEMOA, ils ont accueilli 7,8% des exportations en 2005 contre 6,8% en 2004. Les produits exportés vers ces pays sont principalement les oignons et le bétail, notamment à destination de la Côte d'Ivoire et du Bénin. La crise ivoirienne, débutée en 2001-2002, a toutefois engendré un mouvement de réorientation du circuit des exportations en Afrique de l'Ouest, en faveur du Ghana.

Les exportations à destination de l'Asie enregistrent une hausse relative de 0,4 point de pourcentage. Elles sont constituées essentiellement des ventes d'uranium vers le Japon. Celles-ci ont toutefois enregistré une stabilité entre 2004 et 2005.

1.3. Importations

Le tableau 7 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 7 : Evolution des importations FOB de biens

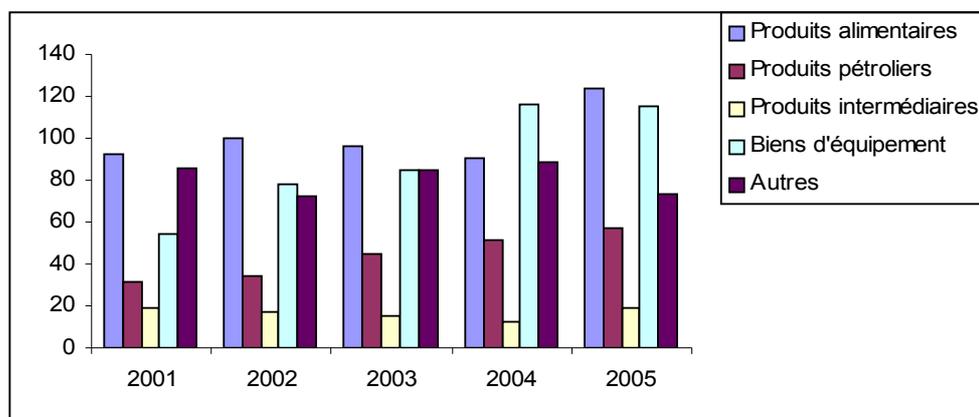
(Montants en millions de FCFA)

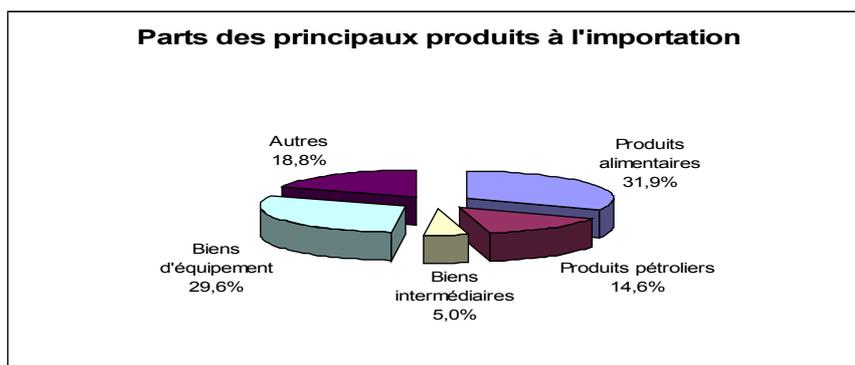
Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Marchandises générales	234.676	250.608	273.714	302.963	394.903
Biens exportés pour transformation	0	0	0	0	0
Réparations de biens	1.038	482	626	432	497
Avitaillement	7.062	7.524	9.480	8.156	10.462
Or non monétaire	59	85	83	-	-
Total importations fob de biens	242.835	258.699	283.903	311.551	405.862
PIB nominal	1.329.445	1.439.531	1.471.712	1.468.393	1.701.950
Importations fob de biens /PIB	18,3%	18,0%	19,3%	21,2%	23,8%

Source: Calculs effectués par la BCEAO à partir des données de l'INS et des résultats d'enquêtes

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est quant elle retracée dans le graphique 7 ci-après à partir des données de l'annexe 6.

Graphique 7 : Evolution des importations par grands groupes de produits





La décomposition de ces groupes de produits (annexes 6 et 7) a permis de faire ressortir en détail l'évolution des principaux produits importés au Niger, notamment les céréales, les oléagineux, les produits pétroliers, etc. Les produits alimentaires constituent le groupe prédominant, surtout les céréales. Le Niger a importé en 2005 une quantité de 427 milliers de tonnes de céréales contre 358 milliers de tonnes en 2004, soit une hausse de 19,3%.

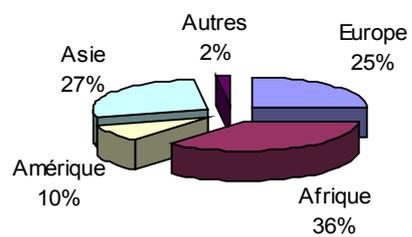
La ventilation des importations par pays d'origine, présentée dans le tableau 8 ci-après, fait apparaître une augmentation des importations en provenance de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, contre une baisse de celles provenant de l'Amérique.

Tableau 8 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques officielles

Pays de provenance	2004	2005	2004	2005
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	78.205	96.771	27,66%	24,90%
Union Européenne dont :	65.620	91.801	23,21%	23,62%
. France	44.582	61.087	15,77%	15,72%
. Royaume-Uni	5.916	3.901	2,09%	1,00%
. Allemagne	4.556	5.710	1,61%	1,47%
. Pays-Bas	5.891	3.825	2,08%	0,98%
. Espagne	2.022	2.246	0,72%	0,58%
. Italie	2.652	4.786	0,94%	1,23%
Autres pays d'Europe	12.585	4.970	4,45%	1,28%
AFRIQUE	94.151	138.544	33,30%	35,65%
UEMOA dont :	49.678	83.176	17,57%	21,4%
. Côte d'Ivoire	23.318	35.239	8,25%	9,07%
. Bénin	12.340	19.777	4,36%	5,01%
. Togo	4.403	19.532	1,56%	5,03%
. Burkina Faso	7.609	5.520	2,69%	1,42%
. Sénégal	2.000	2.608	0,71%	0,67%
. Mali	9	500	0,00%	0,13%
Nigéria	24.582	21.187	8,69%	5,45%
Ghana	2.679	6.982	0,95%	1,80%
Autres pays d'Afrique	17.212	27.158	6,09%	6,99%
AMERIQUE dont	43.987	39.037	15,56%	10,05%
USA	32.324	20.874	11,43%	5,37%
Canada	961	936	0,34%	0,24%
Autres	10.702	17.227	3,79%	4,43%
ASIE dont	63.175	105.040	22,35%	27,03%
Japon	16.162	12.031	5,72%	3,10%
Pakistan	470	15.453	0,17%	3,98%
Rép. Pop. Chine	15.898	21.203	5,62%	5,46%
Inde	5.342	15.118	1,89%	3,89%
Arabie Saoudite	2.385	420	0,84%	0,11%
Thaïlande	12.743	13.306	4,51%	3,42%
Autres	10.174	1.794	3,60%	0,46%
AUTRES PAYS	3.197	7.434	1,13%	1,91%
TOTAL	282.713	388.620	100,00%	100,00%

Source : INS

Graphique 9. Répartition des importations par zone géographique en 2005



Les importations en provenance d'Europe, constituées de produits pharmaceutiques, de biens alimentaires comme le sucre et la farine, de machines et appareils mécaniques et de matériels de transport, sont ressorties à 96.771 millions, en hausse de 23,7% par rapport à 2004. La France demeure le premier partenaire du Niger qui lui fournit 15,7% de ses importations, en baisse de 0,1 point de pourcentage. L'augmentation des importations en provenance d'Asie s'explique par le contexte de crise alimentaire qui a conduit à importer massivement du riz en provenance de ce continent.

L'Afrique conforte sa première place de fournisseur du Niger, acquise depuis l'année 2000, en remplacement de l'Europe. En 2005, elle a ainsi satisfait 35,7% de la demande nigérienne contre 33,3% un an plus tôt, en dépit de la situation qui prévaut en Côte d'Ivoire. Les importations en provenance de ce pays ont même augmenté, passant de 23.318 millions à 35.239 millions entre 2004 et 2005.

2 - Balance des services

Les services nets se sont dégradés de 11.985 millions entre 2004 et 2005. Cette détérioration est pour l'essentiel imputable aux évolutions des postes « transports », en liaison avec la hausse des importations, partiellement compensées par l'amélioration du poste « services fournis ou reçus par les administrations ».

2.1. Transports

En liaison avec l'accroissement des importations CAF de marchandises (+32,5%), le solde déficitaire des transports s'est aggravé, passant de 82.448 millions en 2004 à 108.036 millions en 2005. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont élevées à 102.714 millions, marquant une hausse de 29.550 millions par rapport à l'année 2004. Par ailleurs, le niveau record du prix en franc CFA du baril de pétrole atteint en 2005 a contribué à accroître la hausse impulsée par l'augmentation du volume des importations.

Tableau 9 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Transports	-64.347	-70.153	-75.341	-82.448	-108.036
- passagers	-5.262	-8.143	-9.382	-9.379	- 5.693
- Fret	- 59.260	-62.212	-65.996	-73.164	-102.714
- Autres	-175	202	37	517	371
Importations CAF de marchandises	-294.176	-314.151	-341.902	-375.654	-497.569
FRET/IMPORT. CAF	20,1%	19,8%	19,3%	19,5%	20,6%

2.2. Voyages

Le poste « voyages » a enregistré une hausse de 44,4% pour atteindre 6.763 millions en 2005, imputable à l'évolution du poste « voyage à titre professionnel ». Ce poste, constitué principalement des dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers et autres, a bénéficié notamment des dépenses liées à la participation des ressortissants étrangers à l'organisation des 5èmes Jeux de la Francophonie et au Festival International de la Mode Africaine (FIMA), ainsi qu'à une relance des activités touristiques.

Tableau 10 : Evolution du poste "voyages"*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Voyages	+2.832	+2.164	+3.085	+4.684	+ 6.763
- à titre professionnel	+142	+1 482	+2.257	+3.678	+ 5.389
- à titre personnel	+1 390	+ 682	+828	+1.006	+1.374

2.3. Autres Services

Le solde de ce poste est ressorti déficitaire de 210 millions en 2005, contre un déficit de 8.211 millions en 2004, soit une détérioration de 2.621 millions. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse des services d'ingenieries dont le niveau exceptionnellement élevé en 2004 s'explique par l'installation de la SML et de son principal sous-traitant, la BCM. La ventilation du solde de ce poste suivant les rubriques de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements a permis de distinguer pour l'année 2005 les services nets payés au titre des assurances, au titre des services de communication et les divers services spécialisés acquis par les entreprises nigériennes à l'extérieur. Le tableau 11 ci-après présente l'évolution de cette catégorie de services.

Tableau 11. Evolution des autres services*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
- Services d'assurance	- 1.636	- 1.147	- 1.515	-2.579	- 2.122
- Autres services aux entreprises	535	-2.363	+ 1.663	-3.667	+1.338
- Services de communication	+ 1.662	+11.310	+ 6.776	+11.258	+ 5.099
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques	- 2.452	- 7.185	- 6.045	-3.212	+311
- Divers	- 2.907	- 3.511	+ 2.324	-10.011	-4.416
Autres services :	-4.798	-2.896	3.203	-8.211	-210

3 - Revenus nets

Les revenus nets versés par le Niger au reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés et des revenus d'investissements ventilés en investissements directs, en intérêts dus au titre de la dette extérieure et en revenus divers émanant des investissements en capital.

Leur solde s'est établi à – 5.012 millions contre –6.810 millions en 2004. Les rémunérations des salariés ont progressé de 2.525 millions en s'établissant à 9.709 millions contre 7.184 millions en 2004.

Tableau 12 : Evolution des revenus du travail*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Total des revenus	-10.984	-16.871	-15.186	-6.810	- 5.012
dont revenus des salaires	4.873	6.065	6.995	7.184	9.709

Le solde des revenus des investissements a enregistré une dégradation de 727 millions entre 2004 et 2005, en ressortant à –14.721 millions. Ce résultat est imputable à la hausse de 1.407 millions des intérêts de la dette extérieure qui sont ressortis à 9.090 millions en 2005 contre 7.683 millions en 2004. Les intérêts sur la dette publique extérieure ont enregistré une hausse de 317 millions, pour s'établir à 8.000 millions en 2005.

Le revenu des investissements directs a, quant à lui, enregistré une amélioration de 1.351 millions, en passant de -5.151 millions à -3.800 millions entre les deux années, traduisant ainsi une baisse des paiements nets afférents aux engagements extérieurs. En effet, l'affectation des résultats des entreprises, au titre de l'année 2005 s'est soldée par la mise à la disposition des investisseurs directs et de portefeuille d'un montant de 2.715 millions contre 4.840 millions en 2004.

L'évolution des intérêts de la dette publique extérieure a fait ressortir leur ratio sur le total des revenus d'investissements à 54,3% contre 56,1% en 2004.

Tableau 13 : Evolution des revenus des investissements

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Total des revenus des investissements	-15.857	-22.936	-22.181	-13.994	-14.721
. Revenus des investissements directs	2.215	- 1.864	-5.338	-5.151	-3.800
. Intérêts sur la dette extérieure	-18.891	-21.212	-16.079	-7.683	- 8.000
. Autres revenus du capital	819	140	-764	- 1.471	-596
Intérêts de la dette extérieure/ Total des revenus des investissements	119,1%	92,5%	72,5%	56,1%	54,3%

4 - Transferts courants

Le niveau des transferts courants enregistrés en 2005 est ressorti à 95.834 millions, affichant ainsi une hausse de 40.957 millions ou 74,6% en valeur relative par rapport à 2004. Ce résultat reflète l'accroissement simultané des transferts publics (+19.759 millions) et des autres secteurs (+21.198 millions). L'importance de ces derniers, constitués des transferts privés des travailleurs, des ONG et des institutions des Nations-Unies, a été stimulée par la gestion de l'insécurité alimentaire qu'avait connu le pays. S'agissant des aides, en espèces et en nature, reçues par l'organe officiel de l'Etat, en l'occurrence la Cellule Crise Alimentaire (CCA), elles sont évaluées à 3.877 millions.

Tableau 14 : Evolution des transferts courants

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
- Transferts courants des Adm. Publ.	42.155	28.129	32.867	38.644	58.403
- Transferts courants des autres secteurs	10.534	8.672	9.741	16.233	37.431
. dont envois de fonds des travailleurs	3.662	2.715	2.560	11.224	9.838
Total des transferts courants	52.689	36.801	42.608	54.877	95.834

II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est situé à 184.991 millions en 2005 contre 121.367 millions en 2004, accusant une progression de 63.624 millions. Cette évolution a induit une modification des soldes du compte de capital et des opérations financières initialement arrêtés dans le projet de balance des paiements pour l'année 2005. La modification résulte des corrections apportées⁹ aux emprunts projets du compte d'opérations

⁹ Les changements apportés dans les chiffres résultent de la prise en compte des ressources des projets à gestion directe pour lesquels les informations ne sont pas systématiquement relayées au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances, auxquelles il est appliqué un taux de consommation de crédits de 70% dans la situation provisoire.

financières, qui passent de 40.153 millions à 42.774 millions et aux dons projets du compte de capital qui ressortent à 77. 103 millions contre 45.304 millions initialement retenu. La nouvelle situation se présente ainsi qu'il suit :

(Montants en millions de FCFA)

	2004	2005	2005/2004
Emprunts	68.258	57.610	-10.648
- budgétaires	24.135	14.836	-9.299
- projets	44.123	42.774	-1.349
Dons	74.936	118.386	43.450
- budgétaires	31.398	41.283	9.885
- projets	43.538	77.103	33.565

Source : BCEAO et Direction Générale du Financement (DGF)

L'évolution du compte de capital et d'opérations financières résulte de l'amélioration du compte d'opérations financières, le compte du capital ayant accusé une baisse. L'évolution défavorable du compte de capital se justifie par le niveau record de remises de dettes, 150.889 millions, atteint en 2004, accordées par les pays membres du Club de Paris à la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE (152 millions de dollars en valeur actualisée nette). S'agissant du compte d'opérations financières, tous ses soldes caractéristiques ont enregistré une évolution positive. Les investissements directs (+11.313 millions) grâce à la fois à un réinvestissement des bénéfices engrangés, pour 4.738 millions, et à de nouveaux engagements, pour 11.307 millions. L'évolution favorable des investissements de portefeuille (+19.499 millions) est imputable aux deux premières émissions de titres de bons du Trésor initiées par le Gouvernement, pour un montant global de 30 milliards, pour lesquelles les ressortissants de l'Union ont adjudgé un montant de 20,5 milliards. L'évolution favorable des « autres investissements » (+136.626 millions) est imputable à l'augmentation des emprunts bancaires contractés par les sociétés minières et de télécommunications.

1 - Compte de capital

Situé à 203.143 millions en 2004, le solde de ce compte s'est établi à 99.329 millions en 2005, soit une baisse de 103.814 millions (tableau 21). Ce mouvement traduit une baisse des transferts reçus au titre des remises de dette de (-132.689 millions) pour s'établir à 18.200 millions, de celle des dons projets de 77,1% qui sont ressortis à 77.102 millions contre une mobilisation exceptionnelle des dons reçus par les ONG qui ont atteint 23.519 millions contre 5.472 millions en 2004.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
- Transferts de capital Adm. Publ.	28.336	56.460	51.334	197.671	95.475
. Remise de dette	-	10.300	11.500	150.889	18.200
. Autres transferts	27.941	45.760	39.420	46.500	77.103
- Transferts des autres secteurs	1.549	7.972	2.804	5.472	3.854
Total des transferts de capital	29.885	64.432	54.138	203.143	99.329
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-	-45	-74	-	-
Total compte de capital	29.885	64.387	54.064	203.143	99.329

2 - Balance des opérations financières

Le solde du compte d'opérations financières s'est amélioré de 167.438 millions pour s'établir à 85.662 millions en 2005, imputable à l'évolution favorable de toutes ses composantes ainsi qu'il ressort du tableau 14 ci-après.

Les investissements directs ont enregistré une progression de 161,7%, pour s'établir à 18.311 millions en 2005, tandis que les investissements de portefeuille ont augmenté de 774%, à 22.018 millions en liaison avec la souscription par les ressortissants de l'Union non-résidents des bons du Trésor national.

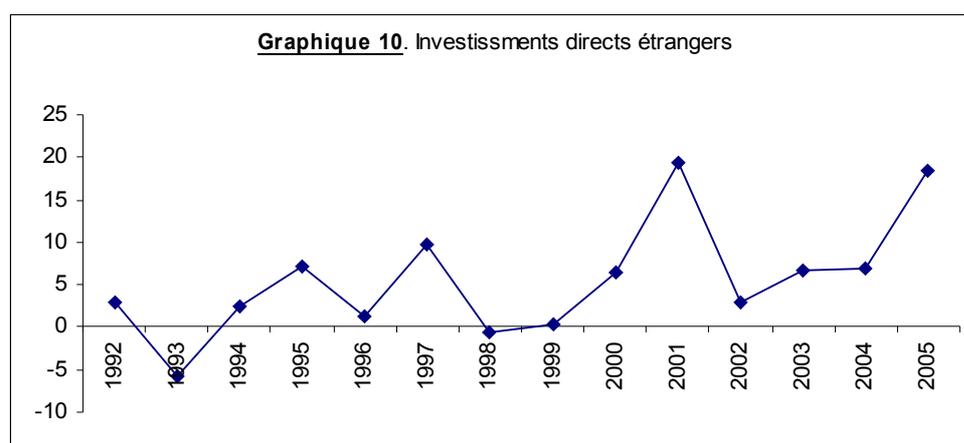
Quant aux autres investissements, ils sont passés de -91.293 millions en 2004 à 45.333 millions en 2005, imputable aux emprunts budgétaires et projets pour 57.610 millions et aux engagements contractés par les entreprises publiques à hauteur de 5.731 millions. Par ailleurs, le montant des amortissements de la dette, qui est passé de 156,0 milliards à 14,6 milliards entre 2004 et 2005, a beaucoup influencé l'évolution de cette rubrique.

Tableau 16 : Evolution des opérations financières

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Investissements directs	19.439	2.874	6.665	6.998	18.311
Investissements de portefeuille	2.677	262	1.479	2.519	22.018
Autres investissements	38.032	41.331	38.192	-91.293	45.333
Total des opérations financières	60.148	44.467	46.336	-81.776	85.662

Sur la longue période, le profil de l'investissement direct étranger (IDE) présente une évolution heurtée, atteignant un pic d'environ 18 milliards sur la période 1999-2001. L'IDE est un facteur favorable à la croissance, contrairement aux investissements de portefeuille, de court terme et volatiles. Son effet passe par une mobilisation de l'investissement domestique. Il est ainsi admis¹⁰ qu'une augmentation de 1% des flux d'IDE en Afrique entraîne un accroissement de l'investissement domestique de plus de 1%.



¹⁰ Etude conjointe FMI-Banque mondiale, par Mishra, Mody et Murshid, 2001.

Conformément aux recommandations de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements, le financement exceptionnel n'a pas été retenu comme rubrique de balance des paiements. Les différentes rubriques qui le composent sont en effet ventilées au niveau du poste « Transferts de capital » pour les remises de dettes et « Autres investissements » pour les arriérés de paiements, les rééchelonnements et les autres financements.

Le niveau du financement exceptionnel s'est établi à 21.200 millions contre 158.189 millions en 2004. Ce repli provient de la baisse du montant des remises de dette, après le niveau exceptionnel atteint en 2004 à la suite de l'annulation par les membres du Club de Paris de leurs créances sur le Niger après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Tableau 17 : Evolution du financement exceptionnel

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
1 – Remise de dettes (1)	-	10.300	11.500	150.889	18.200
2 – Rééchelonnement	37.768	33.500	28.400	7.700	3.000
. Dette existante	37.768	33.500	28.400	7.700	3.000
. Arriérés	-	-	-	-	-
3 – Variation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Accumulation d'arriérés	-	-	-	-	-
. Remboursement d'arriérés	-	-	-	-	-
4 – Annulation d'arriérés	-	-	-	-	-
5 – Autres	8.100	-	-	-	-
Total financement exceptionnel	45.868	43.800	39.900	158.589	21.200

(1) Cette rubrique retrace les montants des remises accordées au titre de l'assistance PPTE hors opération de stock de la dette. Le montant de l'assistance PPTE par opération de stock de la dette s'est élevé à 3200 millions en 2003 et à 13500 millions en 2004.

III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit résiduel de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2005, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 12.358 millions en passant de 63.320 millions en 2004 à 75.678 millions en 2005. L'évolution à la baisse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une réduction des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à 215,4 millions. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires s'établissent à la fin de l'année 2005 à 66.908 millions contre 48.992 millions en 2004, soit une augmentation de 17.916 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2001 :

Tableau 18 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs
de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005	2004/2005
Avoirs extérieurs	80.825	84.510	142.424	120.759	140.705	19.946
Position de réserve	8.008	7.903	6.983	6.826	8.379	1.553
DTS détenus	235	466	1.469	479	168	-311
Avoirs en devises (1)	63.235	76.048	133.793	113.200	132.158	18.958
Autres créances	9.347	94	179	254	0	-254
Engagements extérieurs	61.091	74.278	72.340	71.767	73.797	2.030
Recours aux crédits FMI	60.107	72.260	72.122	69.522	70.972	1.450
Banques et Institutions Etrangères	761	2.004	610	1.309	2.412	1.103
Engagements en Monnaie Etrang.	0	-	816	380	-	-380
Autres Dépôts Etrangers	132	-	-	-	-	-
Transferts à exécuter	91	14	792	556	413	-143
Avoirs Nets	19.734	10.232	68.084	48.992	66.908	17.916

(1) La variation observée à partir de 2003, au niveau de la rubrique « Avoir en devises » résulte de la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

Ainsi qu'il apparaît dans le tableau 18, la hausse des avoirs officiels nets en 2005 provient de l'augmentation des avoirs en devises de 18.958 millions et de la position de réserve auprès du Fonds Monétaire International de 1.553 millions.

2 - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont en revanche dégradés de 5.557 millions en passant de 14.328 millions en 2004 à 8.771 millions en 2005. Cette dégradation résulte de la hausse des engagements bruts à hauteur de 8.948 millions, les avoirs bruts ayant enregistré plutôt une amélioration de 3.391 millions, à 37.607 millions. Le tableau ci-après retrace l'évolution décrite ci-dessus :

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

(Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2004	2005	2004/2005
Avoirs	+34.216	+ 37.607	+3.391
Engagements	-19.888	-28.836	-8.948
Position monétaire extérieure (1)	+14.328	+ 8.771	-5.557

(1) Le signe - traduit une position extérieure débitrice
Le signe + traduit une position extérieure créditrice

En définitive, l'ensemble des évolutions concernant le secteur monétaire s'est traduit par une amélioration de 12.359 millions imputable à une hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, ceux des banques ayant chuté. La prise en compte de la contrepartie nette positive des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI, conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 12.400 millions en 2005.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Variation des AEN de la B.C	-17.269	9.502	17.999	19.092	-17.916
Variation des AEN du Sect. Banc.	-16.407	3.065	6.980	-10.224	5.557
Solde monétaire	-33.376	12.567	24.979	8.868	-12.359
Réévaluation	945	853	8.400	1.437	189
Solde global de la balance des paiements	32.731	-13.420	42.471	-10.305	12.400

* ajusté en rapport avec la modification de la méthode de détermination de la circulation fiduciaire.

IV - POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2005

La position extérieure globale (PEG), qui résume l'état du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs au 31 décembre de chaque année, vient compléter les informations fournies par la balance des paiements. En plus des différentes composantes du compte d'opération financières, la PEG rend compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

Les avoirs et engagements financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde se présentent comme suit à fin 2005 :

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques de la PEG	2004	2005
A – Avoirs	198.791	203.254
Investissements directs à l'étranger	3.942	1.065
Investissements de portefeuille	1.449	9.120
Autres investissements	72.641	52.135
Avoirs de réserve	120.759	140.934
Dont position de réserve au FMI	6.826	8.379
B – Engagements	1.078.165	1.153.296
Investissements directs de l'étranger dans l'écon.	55.620	55.584
Investissement de portefeuille	3.749	14.244
Autres investissements	1.018.796	1.083.468
Dont encours de la dette publique extérieure	888.001	947.670
Position extérieure nette (A-B)	-879.374	- 950.042

N.B. : il subsiste une différence entre les flux enregistrés dans la balance des paiements et la variation de la position extérieure globale liée essentiellement aux fluctuations de l'échantillon des unités déclarantes.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 203.254 millions en 2005 en hausse de 4.463 millions par rapport à 2004. L'augmentation des avoirs extérieurs bruts résulte d'une hausse des investissements de portefeuille et des avoirs de réserve, notamment de la position de réserve auprès du FMI, atténués par la baisse des avoirs au niveau des autres investissements de 20.506 millions.

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 1.153.296 millions en 2005 contre 1.078.165 millions en 2004, accusant une hausse de 75.131 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est essentiellement imputable à l'augmentation des investissements de portefeuille, en liaison avec l'acquisition par des non-résidents de bons émis par le Trésor nigérien en 2005 et des autres investissements résultant de la hausse de l'encours de la dette publique extérieure de 59.669 millions.

Des évolutions ci-dessus, il résulte une dégradation de la position extérieure débitrice du Niger, qui passe ainsi de 879,4 milliards à 950,0 milliards entre 2004 et 2005.

V - TABLEAUX DE CONCORDANCES DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 22 et 23 ci-après permettent de réconcilier les données relatives aux avoirs et engagements extérieurs du système bancaire telles qu'elles ressortent des statistiques monétaires¹¹ et de la balance des paiements.

Tableau 22 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements et avoirs extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

AVOIRS EXTERIEURS	
Selon I.F.S*. ligne 11	138.800
Ajustements**	1.905
Total des avoirs balance des paiements	140.705
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	
Selon I.F.S. ligne 16.c	73.800
Recours au crédit du FMI	
selon I.F.S.	71.000
selon balance des paiements	71.000
Ajustements**	-3
Total des engagements balance des paiements	73.797

* *International Financial Statistics (FMI)*

** *Pour tenir compte des écarts dus aux différences des cours du DTS appliqués dans les I.F.S. (fin décembre) et par la Banque Centrale (fin avril).*

La comparaison des données monétaires contenues dans la base FISEC et celles issues de la balance des paiements a pu être effectuée en tenant compte des éléments entrant dans le calcul de chacune des deux catégories de statistiques.

Tableau 23 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements des avoirs et engagements des autres institutions monétaires

(Montants en millions de FCFA)

AVOIRS	
Statistiques monétaires (données FISEC*)	48.000
Valeur à l'encaissement non disponible	-3.000
Titres d'investissement	-1.300
Titres de placement	-5.500
Billets externes UMOA	2.100
Débiteurs divers	0,0
Ajustements	-2.693
Total des avoirs balance des paiements	37.607
ENGAGEMENTS	
Statistiques monétaires (données FISEC)	36.000
Comptes exigibles après encaissement	-3.000
Ajustements	-4.164
Total des engagements balance des paiements	28.836

* *Fichier des Situations des Etablissements de Crédit (BCEAO), voir IFS ligne 21*

¹¹ Dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations du manuel des statistiques monétaires, les avoirs en devises sont désormais évalués au cours du marché. Cette procédure a été utilisée en 2005 contrairement aux années précédentes où ils étaient évalués au 30 avril.

ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

(Montants en millions de FCFA)

Intitulés	2001	2002	2003	2003*	2004	2005
Comptes des transactions courantes	-67 696	-114 885	-127 098	-127 098	-121 960	-164 312
. Biens	-43 088	-63 930	-79 422	-79 422	-80 840	-153 962
- Marchandises générales	-39 358	-57 508	-72 890	-72 890	-88 781	-185 514
Exportations	195 318	193 100	200 824	200 824	214 182	209 389
Importations	-234 676	-250 608	-273 714	-273 714	-302 963	-394 903
- Autres biens	-3 730	-6 422	-6 532	-6 532	7 941	31 552
Exportations	4 429	1 669	3 657	3 657	16 529	42 511
Importations	-8 159	-8 091	-10 189	-10 189	-8 588	-10 959
. Services	-66 313	-70 885	-75 098	-75 098	-89 187	-101 172
- Transports:	-64. 347	-70. 153	-75. 341	-75. 341	-82. 448	-108 036
dont fret	-59 260	-62 212	-65 996	-65 996	-73 164	-102 714
- Voyages	2 832	2 164	3 085	3 085	4 684	6 763
- Services fournis ou reçus par les ad.	-2 452	-7 185	-6 045	-6 045	-3 212	311
- Autres services	-2 346	4 289	3 203	3 203	-8 211	-210
. Revenus	-10 984	-16 871	-15 186	-15 186	-6 810	-5 012
- Rémunération des salariés	4 873	6 065	6 995	6 995	7 184	9 709
- Revenus des investissements:	-15 857	-22 936	-22 181	-22 181	-13 994	-14 721
dont intérêts sur dette publique	-18 891	-21 212	-16 079	-16 079	-7 683	-8 000
. Transferts courants	52 689	36 801	42 608	42 608	54 877	95 834
- Administrations publiques	42 155	28 129	32 867	32 867	38 644	58 403
- Autres secteurs	10 534	8 672	9 741	9 741	16 233	37 431
Compte de capital et d'op.financières	90 033	108 854	100 400	100 400	121 367	184 991
. Capital	29 885	64 387	54 064	54 064	203 143	99 329
. Transferts de capital	29 885	64 432	54 138	54 138	203 143	99 329
- Administrations publiques	28 336	56 460	51 334	51 334	197 671	95 475
Remises de dettes		10 300	11 500	11 500	150 889	18 200
Autres	27 941	45 760	39 420	39 420	46 500	77 103
- Autres secteurs	1 549	7 972	2 804	2 804	5 472	3 854
. Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts		-45	-74	-74		
. Opérations financières	60 148	44 467	46 336	46 336	-81 776	85 662
. Investissements directs	19 439	2 874	6 665	6 665	6 998	18 311
- De l'économie à l'étranger	2 656	1 198	-2	-2	-3 738	2 332
- De l'étranger dans l'économie	16 783	1 676	6 667	6 667	10 736	15 979
. Investissements de portefeuille	2 677	262	1 479	1 479	2 519	22 018
- Avoirs	-1 461	-587	-2 533	-2 533	-109	-418
- Engagements	4 138	849	4 012	4 012	2 628	22 436
. Autres investissements	38 032	41 331	38 192	38 192	-91 293	45 333
- Avoirs	-5 644	-563	-21 693	-21 693	-32 711	-6 846
- Engagements	43 676	41 894	59 885	59 885	-58 582	52 179
Pour mémoire						
. Financements exceptionnels	45 868	43 800	39 900	39 900	159 189	21 200
Rééchelonnements	37 768	33 500	28 400	28 400	7 700	3 000
Remises de dettes		10 300	11 500	11 500	150 889	18 200
Variation d'arriérés						
Autres	8 100				600	
. Erreurs et omissions	10 394	-7 389	-6 681	-6 681	-9 712	-8 279
. Ajustement suite révision circulation				75 850		
Solde global	32 731	-13 420	-33 379	42 471	-10 305	12 400
. Avoirs et engagements extérieurs	-32 731	13 420	33 379	-42 471	10 305	-12 400
- Autorités monétaires	-16 324	10 355	26 399	-49 451	20 529	-17 957
Avoirs	-23 278	-3 797	16 817	-57 851	21 497	-20 201
Engagements	6 954	14 152	9 582	62	-968	2 244
Pour mémoire						
Contreparties de réévaluation des comptes du	945	853	8 400	8 400	1 437	189
- Banques	-16 407	3 065	6 980	6 980	-10 224	5 557
Avoirs	-14 243	11 407	-2 924	-2 924	-5 754	-3 391
Engagements	-2 164	-8 342	9 904	9 904	-4 470	8 948

* Le solde de l'année 2003 a été ajusté pour tenir compte de la révision de la circulation fiduciaire, suite à la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

Annexe 2 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2005 (optique BCEAO)

(Montants en millions de FCFA)

Intitulés	CREDIT	DEBIT	SOLDE
Comptes des transactions courantes	432 112	596 424	-164 312
. Biens	251 900	405 862	-153 962
- Marchandises générales	209 389	394 903	-185 514
Exportations	209 389		209 389
Importations		394 903	-394 903
- Autres biens	42 511	10 959	31 552
Exportations	42 511		42 511
Importations		10 959	-10 959
.Services	46 168	147 340	-101 172
-Transports:	4 508	112 544	-108 036
dont fret	3 050	105 764	-102 714
-Voyages	22 792	16 029	6 763
-Services fournis ou reçus par les ad.	1 668	1 357	311
-Autres services	17 200	17 410	-210
.Revenus	19 550	24 562	-5 012
-Rémunération des salariés	11 000	1 291	9 709
-Revenus des investissements:	8 550	23 271	-14 721
dont intérêts sur dette publique		8 000	- 8000
.Transferts courants	114 494	18 660	95 834
-Administrations publiques	59 961	1 558	58 403
-Autres secteurs	54 533	17 102	37 431
Compte de capital et d'op.financières	230 320	45 329	184 991
.Capital	99 329		99 329
.Transferts de capital	99 329		99 329
.administrations publiques	95 475		95 475
Remises de dettes	18 200		18 200
Autres	77 103		77 103
.autres secteurs	3 854		3 854
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts			
.Opérations financières	146 101	45 126	100 975
.Investissements directs	27 162	8 851	18 311
-De l'économie à l'étranger	2 984	652	2 332
-De l'étranger dans l'économie	24 178	8 199	15 979
.Investissements de portefeuille	31 525	9507	22 018
-Avoirs	88	506	-418
-Engagements	31 437	9 001	22 436
.Autres investissements	72 304	26 971	45 333
-Avoirs	1 587	8 433	-6 846
Administrations publiques			
Autres secteurs	1 587	8 433	-6 846
-Engagements	70 717	18 538	52 179
Administrations publiques	60 610	14 600	46 010
Autres secteurs	10 107	3 938	6 169
Pour mémoire			
.Financements exceptionnels	21 200		21 200
Rééchelonnements	3 000		3 000
Remises de dettes	18 200		18 200
Variation d'arriérés	0		0
Autres	0		0
.Erreurs et omissions		8 279	-8 279
Solde global	793 908	781 508	12 400
.Avoirs et engagements extérieurs	14 597	26 997	-12 400
-Autorités monétaires	2 823	20 780	-17 957
Avoirs	335	20 536	-20 201
Engagements	2 488	244	2 244
Pour mémoire			
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	215	26	189
-Banques	11 774	6 217	5 557
Avoirs	1 731	5 122	- 3 391
Engagements	10 043	1 095	8 948

Annexe 3 : Structure et évolution de la balance des transactions courantes*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Biens	-43.088	-63.930	-79.422	-80.840	-153.962
<i>dont : marchandises</i>	-39.358	-57.508	-72.890	-88.781	-185.514
Services Nets	-66.313	-70.885	-75.098	-89.187	-101.172
Revenus Nets	-10.984	-16.871	-15.186	-6.810	-5.012
Transferts courants Nets	52.689	36.801	42.608	54.877	95.834
Balance des paiements courants (BPC)	-67.696	-114.885	-127.098	-121.960	-164.312
PIB nominal	1.329.445	1.439.530	1.466.267	1.474.910	1.701.950
BPC hors dons /PIB (%)	-8,3	-9,9	-10,9	-10,9	-9,7

Annexe 4 : Evolution des exportations de marchandises ajustées par principaux produits*(Quantité en tonnes, valeur en millions de FCFA)*

Rubriques	2001		2002		2003		2004		2005	
	Quant.	Valeur								
Uranium	2.960	63.048	2.960	62.456	3.120	65.520	3.340	70.140	3.400	78.540
Bétail	70.058	40.283	52.966	36.711	39.231	33.265	35.817	26.802	42.391	31.796
Oignons	38.748	10.811	49.181	13.756	45.707	15.456	93.261	35.720	83.205	38.441
Niébé	24.000	6.912	26.400	7.577	43.583	10.844	40.761	14.039	28.477	13.472
Autres mar gén.	74.357	74.264	51.764	72.600	33.218	75.739	38.071	67.481	73.683	47.140
<i>dont réexp.</i>	29.998	36.676	22.186	23.955	27.205	17.816	27.100	21.353	46.195	29.967
Marchandises gén.	210.123	195.318	183.271	193.100	164.859	200.824	211.250	214.182	231.156	209.389
Autres biens		4.429		1.669		3.657		16.529		42.511
Dont or		-		-		-	2	10.751	5	34.239
TOTAL GENERAL	210.123	199.747	183.271	194.769	164.859	204.481	211.250	230.711	231.156	251.900

Annexe 5 : Evolution des exportations de marchandises générales par produits

(Quantité en tonnes, valeur en millions de FCFA)

Rubriques	2001		2002		2003		2004**		2005	
	Quant.	Valeur								
Uranium	2.960	63.048	2.960	62.456	3.120	65.520	3.340	70.140	3.400	78.540
Bétail	70.058	30.138	52.966	24.614	39.231	26.265	32.542	22.383	36.495	19.325
Oignons	38.748	3.925	49.181	4.936	45.707	12.628	88.820	14.511	68.392	12.419
Niébé	12.000	3.607	7.257	2.036	5.876	1.619	13.353	1.355	7.319	1.325
Autres dont (1)	86.357	47.621	70.725	36.316	70.925	26.661	82.502	44.721	66.637	33.074
Réexportations	29.998	36.676	22.186	23.955	27.205	17.816	27.100	21.353	46.194	29.967
Total statistiques Officielles	210.123	148.339	183.089	130.358	164.859	132.693	214.595	153.110	189.916	182.903
Ajustement de Valeur	-	24.509	-	30.559	-	24.053	-	32.874	-	41.844
Ajustement de Champ	-	22.470	-	32.183	-	44.078	-	28.198	-	-15.358
Exportations Ajustées	-	195.318	-	193.100	-	200.824	-	214.182	-	209.389

Source : Institut National de la Statistique (INS)

** Les données du commerce général pour l'année 2004 sont calculées à partir des statistiques du commerce général communiquées par l'INS et celle du poste de douane Niamey Rive-droite. En effet, en 2004 avec la mise en exploitation d'une nouvelle version de SYDONIA, incompatible avec la version EUROTRACE de l'Institut, il n'a pas été possible d'opérer un traitement unique.

(1) l'évolution atypique du poste « autres exportations » constitué de produits de réexportation et de produits originaires du Niger sur la période antérieure à 2005 est dû à une erreur de comptabilisation des réexportations qui ont été enregistrées à tort dans les produits originaires.

Annexe 6 : Evolution des importations CAF de marchandises

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	92.704	100.172	96.054	90.617	123.954
Produits énergétiques	31.145	34.258	44.317	51.192	56.870
Biens intermédiaires	19.396	17.399	14.937	12.055	19.508
Biens d'équipement	54.543	78.260	84.804	116.557	115.148
Autres	85.545	72.396	84.592	88.165	73.141
Total suivant statistiques officielles	283.333	302.485	324.704	358.586	388.621
Ajustement de valeur	6.110	2.157	3.677	2.578	83.708
Ajustement de champ	4.733	9.509	13.521	14.448	25.240
Importations totales (CAF)	294.176	314.151	341.902	375.654	497.569

Source: Institut National de la Statistique (INS) et DGD pour les statistiques officielles et BCEAO pour les ajustements

Annexe 7 : Evolution des principales marchandises importées (valeur CAF)*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	92.704	100.172	96.054	90.617	123.954
- riz	29.015	33.012	21.904	31.385	49.474
- blé et farine de blé	8.233	8.840	7.541	5.575	7.349
- oléagineux	15.666	19.599	22.988	14.721	15.957
- produits laitiers	8.262	8.253	7.643	7.798	9.105
- sucres et sucreries	10.738	7.864	14.435	12.980	12.983
- autres	20.790	22.604	21.543	25.956	12.558
Produits énergétiques	31.145	34.258	44.317	51.192	56.870
- produits pétroliers raffinés	30.594	31.558	42.439	41.667	49.920
Biens d'équipement	54.543	78.260	84.804	112.956	115.148
- camion ,	15.891	17.815	22.219	29.645	27.219
- machines – outils etc..	20.431	35.326	40.723	42.837	46.148
- matériaux de construction	8.576	9.912	9.310	16.185	20.443
- autres	9.645	15.207	12.552	24.289	26.010
Autres importations	104.941	89.795	99.529	103.863	92.650
dont Tabacs	32.790	13.377	11.374	12.146	8.375
habillement-linge	11.512	12.970	16.598	12.744	23.893
produits pharmaceutiques	6.809	8.435	9.671	19.260	10.299
tissus et fils	11.605	12.319	11.545	9.487	7.613
Total suivant commerce extérieur	283.333	302.485	324.704	358.628	388.621
Ajustement de valeur	6.110	2.157	3.677	2.578	83.708
Ajustement de champ	4.733	9.509	13.521	14.448	25.240
Importations totales (CAF)	294.176	314.151	341.902	375.654	497.569

* **Source :** *Institut National de la Statistique (INS) et la BCEAO (pour les ajustements)***Annexe 8.1 :** Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers (valeur CAF), avant ajustement*(Montants en millions de FCFA)*

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
Produits alimentaires	92.704	100.172	96.054	90.617	105.983
Produits énergétiques	31.145	34.260	44.317	51.192	56.870
TOTAL (1)	123.849	134.432	140.371	141.809	162.853
PIB nominal (2)	1.329.445	1.439.531	1.471.712	1.468.393	1.701.950
Importations /PIB ((1)/(2))	9,3%	9,3%	9,5%	9,7%	9,6%

Source : *INS (commerce général)*

Annexe 8.2 : Evolution des importations de produits alimentaires
et de produits pétroliers (valeur CAF) après ajustement

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2005
Produits alimentaires	161.991
dont :	
– riz	50.690
– autres céréales	37.304
Produits énergétiques	77.946
– produits pétroliers raffinés (carburants, huiles, graisse)	63.059
– produits pétroliers raffinés (non déclarés)	6.902
– Energie électrique	6.215
– Autres (bitume, gaz...)	1.770
TOTAL (1)	226.155
PIB nominal (2)	1.701.950
Ratio des import. des produits alimentaires / PIB	9,5%
Ratio des import. des produits énergétiques / PIB	13,15%

Source : BCEAO

Annexe 9 : Présentation détaillée de la Balance des paiements 2005*(Montants en millions de FCFA)*

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	432 112	596 424	-164 312
4 1 00	Biens	251 900	405 862	-153 962
4 1 10	.Marchandises générales	209 389	394 903	-185 514
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	.Réparations de biens	7	497	-490
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	8 265	10 462	-2 197
4 1 71	. Dans les ports maritimes			
4 1 72	. Dans les aéroports	7 218		7 218
4 1 73	. Dans d'autres ports	1 047	10 462	-9 415
4 1 80	.Or non monétaire	34 239		34 239
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	34 239		34 239
4 2 00	Services	46 168	147 340	-101 172
4 2 05	.Transports	4 508	112 544	-108 036
4 2 06	.Transports maritimes	302	14 690	-14 388
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		14 690	-14 690
4 2 09	. Autres	302		302
4 2 10	.Transports aériens	667	70 462	-69 795
4 2 11	. Passagers		6 182	-6 182
4 2 12	. Fret		63 682	-63 682
4 2 13	. Autres	667	598	69
4 2 14	.Autres transports	3 539	27 392	-23 853
4 2 15	. Passagers	489		489
4 2 16	. Fret	3 050	27 392	-24 342

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 17	. Autres			
4 2 36	.Voyages	22 792	16 029	6 763
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	16 265	10 876	5 389
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	. Autres	4 769	10 876	-6 107
4 2 40	. Voyages à titre personnel	6 527	5 153	1 374
4 2 41	. Pour raisons de santé	238	346	-108
4 2 42	. A but éducatif	128	2 439	-2 311
4 2 43	. A d'autres fins	6 161	2 368	3 793
4 2 45	.Services de communication	11 880	6 781	5 099
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	858	333	525
4 2 53	.Services d'assurances	301	2 423	-2 122
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	. Assurance du fret		76	-76
4 2 56	. Autres assurances directes	17	137	-120
4 2 57	. Réassurance		2 210	-2 210
4 2 58	. Services auxiliaires	284		284
4 2 60	.Services financiers	177	764	-587
4 2 62	.Services d'informatique et d'information	21	3 886	-3 865
4 2 66	.Redevances et droits de licence	4	601	-597
4 2 68	.Autres services aux entreprises	3 959	2 621	1 338
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce		10	-10
4 2 70	. Négoce international			
4 2 71	. Autres		10	-10
4 2 72	. Location-exploitation	102		102
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	3 857	2 611	1 246
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest.,de relations p.			
4 2 75	. Services juridiques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal.			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	4	33	-29
4 2 79	. Recherche et développement			
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques			
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services		909	-909
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87	. Services personnels,culturels et relatifs aux loisirs		1	-1
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes			
4 2 89	. Autres			
4 2 91	.Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	1 668	1 357	311
4 2 92	. Ambassades et consulats	76	1 357	-1 281
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres	1 592		1 592
4 3 00	Revenus	19 550	24 562	-5 012
4 3 10	.Rémunération des salariés	11 000	1 291	9 709
4 3 20	.Revenus des investissements	8 550	23 271	-14 721
4 3 30	. Investissements directs	7 238	11 038	-3 800
4 3 31	. Revenus des titres de participation	7 227	10 431	-3 204
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués	10	1 717	-1 707
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	7 217	8 714	-1 497
4 3 34	. Revenus des titres de créance	11	607	-596
4 3 39	. Investissements de portefeuille	423	2 944	-2 521
4 3 40	. Revenu des titres de participation	53	998	-945
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 43	. Banques	35	273	-238
4 3 44	. Autres secteurs	18	725	-707
4 3 49	. Revenus des titres de créance	370	1 946	-1 576
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	370	1 570	-1 200
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques		98	-98
4 3 53	. Banques	364	105	259
4 3 54	. Autres secteurs	6	1 367	-1 361
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers		376	-376
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques		376	-376
4 3 63	. Banques			
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	889	9 289	-8 400
4 3 71	. Autorités monétaires	537		537
4 3 72	. Administrations publiques		8 616	-8 616
4 3 73	. Banques	336	177	159
4 3 74	. Autres secteurs	16	496	-480
4 3 79	Transferts courants	114 494	18 660	95 834
4 3 80	.Administrations publiques	59 961	1 558	58 403
4 3 90	.Autres secteurs	54 533	17 102	37 431
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	24 008	14 170	9 838
4 3 92	. Autres transferts	30 525	2 932	27 593
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	244 917	72 326	172 591
4 9 94	Compte de capital	99 329		99 329
4 4 00	.Transferts de capital	99 329		99 329
4 4 01	. Administrations publiques	95 475		95 475
4 4 02	. Remises de dettes	18 200		18 200
4 4 10	. Autres	77 103		77 103

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 4 30	. Autres secteurs	3 854		3 854
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	3 854		3 854
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits			
4 9 95	Compte d'opérations financières	145 588	72 326	73 262
4 5 00	Investissements directs	27 162	8 851	18 311
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	2 984	652	2 332
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis		489	-489
4 5 10	. Capital social		489	-489
4 5 25	. Bénéfices réinvestis			
4 5 30	. Autres transactions	2 984	163	2 821
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées		150	-150
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	2 984	13	2 971
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	24 178	8 199	15 979
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	12 153	7 415	4 738
4 5 60	. Capital social	3 439	198	3 241
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	8 714	7 217	1 497
4 5 80	. Autres transactions	12 025	784	11 241
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs	7	73	-66
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	12 018	711	11 307
4 6 00	Investissements de portefeuille	31 525	9 507	22 018
4 6 02	. Avoirs	88	506	-418
4 6 10	. Titres de participation		364	-364
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques			
4 6 14	. Autres secteurs		364	-364
4 6 19	. Titres de créances	88	142	-54

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	88	141	-53
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques			
4 6 23	. Banques			
4 6 24	. Autres secteurs	88	141	-53
4 6 30	. Instruments du marché monétaire			
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques			
4 6 34	. Autres secteurs			
4 6 40	. Dérivés financiers		1	-1
4 6 41	. Autorités monétaires			
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques			
4 6 44	. Autres secteurs		1	-1
4 6 52	. Engagements	31 437	9 001	22 436
4 6 60	. Titres de participation	323	1	322
4 6 63	. Banques			
4 6 64	. Autres secteurs	323	1	322
4 6 69	. Titres d'engagement	31 114	9 000	22 114
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	10 614	1 000	9 614
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques		1 000	-1 000
4 6 73	. Banques			
4 6 74	. Autres secteurs	10 614		10 614
4 6 80	. Instruments du marché monétaire	20 500	8 000	12 500
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques	20 500	8 000	12 500
4 6 83	. Banques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 84	. Autres secteurs			
4 6 90	. Dérivés financiers			
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs			
0	.			
4 7 00	Autres investissements	86 566	33 432	53 134
4 7 03	. Avoirs	3 318	13 555	-10 237
4 7 06	. Crédits commerciaux	1 132	4 624	-3 492
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	1 132	4 624	-3 492
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	102	5 736	-5 634
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	102	4 077	-3 975
4 7 23	. Long terme	102	930	-828
4 7 24	. Court terme		3 147	-3 147
4 7 25	. Autres secteurs		1 659	-1 659
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	1 936	2 889	-953
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques			
4 7 33	. Banques	1 627	928	699
4 7 34	. Autres secteurs	309	1 961	-1 652
4 7 36	. Autres avoirs	148	306	-158
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques			
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques	2	117	-115
4 7 44	. Long terme			
4 7 45	. Court terme	2	117	-115
4 7 46	. Autres secteurs	146	189	-43
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
4 7 53	. Engagements	83 248	19 877	63 371
4 7 56	. Crédits commerciaux	3 561	2 270	1 291
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			
4 7 60	. Autres secteurs	3 561	2 270	1 291
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	71 271	16 200	55 071
4 7 65	. Autorités monétaires	1 665		1 665
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	1 665		1 665

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	60 610	14 600	46 010
4 7 70	. Long terme	60 610	14 600	46 010
4 7 71	. Court terme			
4 7 72	. Banques	3 265	2	3 263
4 7 73	. Long terme	1 460		1 460
4 7 74	. Court terme	1 805	2	1 803
4 7 75	. Autres secteurs	5 731	1 598	4 133
4 7 76	. Long terme		809	-809
4 7 77	. Court terme			
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	6 778	1 194	5 584
4 7 81	. Autorités monétaires		101	-101
4 7 83	. Banques	6 778	1 093	5 685
4 7 86	. Autres engagements	1 638	213	1 425
4 7 87	. Autorités monétaires	823	143	680
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques			
4 7 94	. Long terme			
4 7 95	. Court terme			
4 7 96	. Autres secteurs	815	70	745
4 7 97	. Long terme			
4 7 98	. Court terme			
4 8 00	Avoirs de réserve	335	20 536	-20 201
4 8 10	. Or monétaire			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 8 20	. DTS	311	1	310
4 8 30	. Position de réserve au FMI		1 578	-1 578
4 8 40	. Avoirs en devises	24	18 957	-18 933
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts	24	18 957	-18 933
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			
4 8 55	. Auprès des banques			
4 8 60	. Titres			
4 8 65	. Titres de participation			
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4 8 80	. Autres créances			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes		8 279	-8 279

Annexe 10. Note méthodologique sur la confection de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA

Les premiers états de la balance des paiements en terme de transactions, élaborés sur la base de la méthodologie recommandée par la 5ème édition du Manuel de balance des paiements élaborée par le FMI), ont été produits à partir de 1996.

Les comptes extérieurs sont élaborés à partir de données d'enquête et, dans ce cadre, la section en charge de l'élaboration de cet état suit un échantillon d'entreprises dont le taux de couverture avoisine 90% en terme de chiffre d'affaires à l'importation. Cet échantillon, qui était composé de 282 structures au titre de l'année 2005, constitue une base sur laquelle s'effectuent des extrapolations et des estimations. Le taux de réponse tourne autour de 75%.

Le compte courant extérieur

L'essentiel des informations relatives au compte des transactions courantes est obtenu à partir des questionnaires dûment remplis et retournés par les entreprises, qui renseignent sur la valeur des importations et des exportations, des services, des revenus des facteurs de production, etc.

Au niveau de la balance commerciale, les variables sont bien définies et les entreprises n'évoquent pas de problèmes particuliers pour remplir les questionnaires. Toutefois et comme il a été signalé plus haut, les informations fournies ne couvrent pas la totalité des opérateurs, soit parce que ceux-ci ne sont pas identifiés, soit que certaines entreprises n'auraient pas répondu à temps au questionnaire. A cet égard, des sources d'informations complémentaires sur le commerce extérieur telles que la Direction Générale des Douanes (DGD) et l'Institut National de la Statistique (INS), permettent d'opérer des arbitrages. Par ailleurs, les frontières du Niger avec ses voisins, notamment le Nigeria, étant très longues et poreuses d'une part, et d'autre part en raison de la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne, des ajustements sont effectués en vue de prendre en compte les sorties et les entrées de marchandises non recensées par la DGD pour diverses raisons. Des coefficients de correction, estimés à partir de certains indices tels que les billets externes et des ratios de la comptabilité nationale, permettent de redresser partiellement les transactions, notamment sur les exportations de produits agropastoraux et les importations de produits alimentaires et pétroliers.

Les frets et assurances sont estimés sur la base de coefficients calculés à partir de résultats d'enquêtes périodiques auprès des opérateurs.

Une attention particulière est accordée aux transactions des représentations diplomatiques et à celles des organismes internationaux, dont les achats de biens et services sont considérés comme des services administratifs.

Au titre des revenus privés, sont enregistrés les salaires versés et les revenus au titre des dividendes, qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous-revue au titre d'affectation de résultats antérieurs. La rémunération des salariés travaillant au sein des ambassades est enregistrée comme une entrée de revenu. Toutefois, pour diverses raisons, les ambassades ne sont pas toujours en mesure de répondre aux questionnaires. Cette situation dégrade le taux de réponse et est à l'origine de biais statistique. Pour réduire ce biais, des extrapolations sont effectuées sur la base des réponses reçues, l'effectif du personnel employé étant généralement la variable de contrôle.

Les intérêts payés au titre de la dette publique constituent la rubrique principale des revenus publics. Les informations sont fournies par les relevés comptables de la Direction de la Dette Publique et du Trésor National.

Les transferts courants privés portent globalement sur les versements aux caisses de retraite et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, communiqués par les intermédiaires financiers et autres institutions de transfert de fonds (Western Union, Money GRAM, Niger

Poste). Les transferts courants informels existent également. Ils sont estimés à l'aide de coefficients d'enquête appliqués aux montants des transferts fournis par le canal classique. Une autre source importante qui alimente cette rubrique est constituée des réceptions de fonds par les ONG dans le cadre d'une partie de leurs interventions.

L'administration publique constitue également une source d'information importante. Les données sur les transferts publics portent sur les dons budgétaires, les contributions dans le cadre de la coopération et l'assistance technique, les aides alimentaires et militaires, etc. Globalement, elles sont rapprochées aux données du tableau des opérations financières de l'Etat et des autres administrations publiques, le TOFE du Niger étant établi seulement pour l'administration centrale. Le rapport annuel du PNUD demeure également une source fidèle, en raison de l'exhaustivité des informations fournies.

Le compte de capital et d'opérations financières

Au niveau du secteur privé, une part des transferts des migrants est destinée généralement à financer l'acquisition de logements, de champ, etc. Cette proportion, estimée selon les méthodes décrites plus haut, est comptabilisée au niveau des transferts de capital. Ces derniers portent également sur les dons destinés au financement de projets menés par les organisations non gouvernementales.

Les investissements directs et les investissements de portefeuille portent sur les titres de placement (actions, obligations, instruments du marché monétaire) et les créances et dettes vis-à-vis des filiales et des investisseurs directs. L'essentiel de ces informations est fourni par les entreprises ayant répondu aux questionnaires, ainsi que par les banques, interface financier entre les résidents et les non-résidents. Les données sont fournies en encours afin de renseigner la position extérieure globale. La participation individuelle au capital d'une société est considérée comme investissement direct lorsqu'elle est supérieure à 10% du total. Si non, elle est enregistrée comme un investissement de portefeuille. En raison du caractère très instable des composantes de ces postes, une extrapolation à partir des réponses reçues est très hasardeuse. Le travail du statisticien de la balance des paiements consiste donc à réunir le maximum de questionnaires correctement remplis, en mettant l'accent sur les entreprises les plus représentatives.

Les prêts et avances sont enregistrées dans la rubrique des « autres investissements ». Pour le secteur privé, il s'agit des crédits clients et avances aux fournisseurs (ou des crédits fournisseurs et acomptes versés par les clients), les emprunts bancaires et autres institutions financières, les encaisses en devises et dépôts à l'étranger. Une bonne partie de l'information est donnée par les entreprises importantes et par les banques.

La Direction de la Dette Publique, le Trésor national et les autorités monétaires constituent les principales sources de renseignement sur la dette publique. La balance des paiements prend en comptes les montants effectivement décaissés de la situation des prêts et des dons multilatéraux et bilatéraux en distinguant la dette contractée par le secteur public (dette publique) de la dette contractée par le secteur privé dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public (dette privée). Seules les obligations qui tombent à échéance au titre de la dette extérieure d'un pays figurent dans la balance des paiements et toutes les obligations qui tombent à échéance doivent y figurer. Ces dispositions permettent de comptabiliser les financements exceptionnels, en particulier la variation des arriérés et les ré échelonnements.

Quant aux utilisations des prêts et des crédits du FMI, elles sont déjà prises en comptes dans les statistiques portant sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La présentation-type de la balance des paiements les enregistre sous la rubrique « autres investissements » comme engagements de l'administration publique.

Conformément aux prescriptions contenues dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI, les erreurs et omissions nettes retracent, en vertu du principe de la comptabilité en partie double, la différence entre les écritures de crédit et celles de débit.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int